

RD-CONGO

LE COURRIER
DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3524 - MERCREDI 03 JUILLET 2019

PRÉSIDENTIE DU SÉNAT

L'AFDC à couteaux tirés
avec le PPRD

Dans la lettre signée par le premier vice-président ad intérim de ce regroupement politique et adressée au coordonnateur du Front commun pour le Congo (FCC), Néhémie Mwilanya, l'Alliance des forces démocratiques du Congo (AFDC) et alliés porte officiellement la candidature du Pr Modeste Bahati à la présidence du Sénat pour le compte du FCC. Ce geste de l'AFDC, indiquent des observateurs, contrarie la volonté du parti-phare du FCC, le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), qui tient à conserver tous les postes stratégiques au détriment de ses partenaires de la plate-forme. Ce parti qui met en avant son poids politique voudrait plutôt voir un de ses cadres occuper le perchoir de la chambre haute du parlement. [Page 3](#)



Modeste Bahati



Ramazani Shadari

INSTITUTIONS

Un plan de sortie
de crise attribué
à Fayulu fait jaser

Martin Fayulu

Dans un document daté du 10 mai assorti d'une offre de dialogue direct avec Félix Tshisekedi, transmis aux chancelleries occidentales et aux institutions du pays, le candidat malheureux à la présidentielle du 30 décembre propose une transition allant de douze à dix-huit mois et la création d'un Haut conseil des réformes institutionnelles qu'il chapeautera, sous la présidence du chef de l'Etat. En réaction, Félix Tshisekedi a prié l'opposant de se diriger vers le parlement pour faire ses propositions en tant que député. « *Nous sommes en démocratie. Nous avons aussi la possibilité de refuser ou d'accepter ses propositions* », a-t-il déclaré, hier à Bunia, peu convaincu à l'idée de créer une institution supplémentaire au pays. [Page 3](#)

VIOLENCES À DJUGU/ITURI

Félix Tshisekedi
qualifie de « tentative
de génocide »
les tueries des civils

Félix Tshisekedi en conférence de presse à Bunia

Le chef de l'Etat s'est rendu mardi dans le territoire sinistré de Djugu où il a promis que l'armée, dont les effectifs seront renforcés, y restera jusqu'au rétablissement total de la paix. Pour lui, les tueries des civils perpétrées depuis avril dernier dans ce territoire, en Ituri, s'apparentent à une « tentative de génocide ». Et d'ajouter que les auteurs de ces violences armées cherchaient vraisemblablement à déstabiliser le pouvoir central. Le président de la République a évoqué la possibilité de reddition des miliciens à qui il a offert une main tendue. Félix Tshisekedi espère ainsi leur arracher des aveux afin qu'ils disent clairement quel est le soubassement de leurs actions ? Pourquoi tant de violences, tant d'acharnement à faire le mal et à commettre le crime ? [Page 2](#)

FRANCOPHONIE

La RDC choisie
pour accueillir
les jeux de 2021

Bruno Tshibala et Isabel Tshombe, lors de la réunion de Paris

Le pays a été désigné officiellement par les représentants personnels des chefs d'Etat et de gouvernement, réunis le 2 juillet à Paris, à l'occasion de la 107e session du Conseil permanent de la Francophonie, pour abriter la neuvième édition des Jeux francophones. En réaction, la représentante personnelle du chef de l'Etat à la Francophonie a indiqué que cette désignation traduit la volonté du président de la République de voir la RDC jouer un rôle déterminant au sein de cette organisation. Isabel Machik Tshombe s'est réjouie de voir son travail tant au niveau national qu'au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie être couronné d'un nouveau succès avec ce choix. [Page 4](#)

ÉDITORIAL

Zleca

Une année après la signature de l'accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zleca), l'Union africaine organise, cette semaine, à Niamey, un sommet extraordinaire auquel sont conviés plusieurs dirigeants. Au-delà de marquer le premier anniversaire de l'institution, la réunion de la capitale nigérienne est pour les chefs d'Etat attendus l'occasion de se pencher sur le niveau des adhésions et des ratifications en cours depuis le sommet fondateur de Kigali (Rwanda) qui pose les bases de la zone.

Projet ambitieux, la Zleca repose sur la volonté commune d'offrir à l'Afrique l'opportunité de mettre en valeur ses nombreuses ressources humaines et naturelles. Quand ils évoquent cette espérance en termes de chiffres, les experts parient sur le bond en avant que le continent est en droit d'effectuer dans les décennies à venir. Ils estiment qu'avec plus ou moins 2,5 milliards d'habitants à l'horizon 2050, l'Afrique fournira l'équivalent de 26% de la population mondiale en âge de travailler.

En raison de l'élimination progressive des tracasseries douanières préconisée par les mécanismes de la Zleca, les entreprises de toutes les tailles sont appelées à promouvoir les échanges entre les différentes régions africaines qui ne commercent que très peu jusque-là. Ceci ne veut pas dire que ces questions de développement n'avaient jamais été abordées dans les instances panafricaines. Bien au contraire, les Commissions économiques régionales s'inscrivent dans l'optique de mutualiser les efforts des pays qui les composent. Elles sont appelées à jouer un rôle important dans le déploiement de la Zleca.

Comme on le voit, les intentions sont bonnes, mais les défis de l'intégration africaine sont nombreux. On peut imaginer que pour bâtir « l'Afrique que nous voulons », vision de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, il serait difficile de passer sous silence les conflits armés récurrents qui mettent à mal beaucoup de projets et grèvent les budgets des Etats. Le tour d'horizon que les dirigeants du continent feront cette semaine au Niger, sur les avancées de la zone de libre-échange, ne manquera pas de rappeler ces principes primordiaux.

Le Courrier de Kinshasa

VIOLENCES À DJUGU/ITURI

Le président de la République qualifie de « tentative de génocide » les tueries des civils

Le chef de l'Etat s'est rendu, le 2 juillet, dans ce territoire sinistré, promettant que l'armée, dont les effectifs seront renforcés, y restera jusqu'au rétablissement total de la paix.

En déplacement depuis lundi dans le territoire de Djugu (province de l'Ituri), théâtre des scènes de violences perpétrées par des miliciens sans foi ni loi ayant causé la mort de plus de deux cents civils, la destruction de plusieurs villages et le déplacement de près de deux cents personnes, Félix Tshisekedi a pu jauger le niveau de désagrégation de cette entité en passe d'être enrayée de la carte du pays.

A Djugu et Mahagi, deux territoires qui ont payé le lourd tribut de l'incurie des assaillants, tout est à reconstruire. De retour à Bunia après cette brève visite d'inspection, le président de la République n'a pas manqué d'exprimer ses émotions devant la presse nationale qu'internationale qu'il a reçue ce mardi en conférence de presse.

Pour lui, les tueries des civils perpétrées depuis avril dernier dans ce territoire, en Ituri, s'apparentent à une « tentative de génocide ». Et de préciser que les auteurs de ces violences armées cherchaient à déstabiliser le pouvoir central. « Manifestement, ça ressemble à une tentative de génocide, on voulait pousser la province de l'Ituri à s'embraser, à mener des événements malheureux comme le génocide qu'on a connu dans notre région de Grands Lacs. Et maintenant, le plus important, c'est de savoir qui est derrière tout ça, et ça, je ne



Félix Tshisekedi en conférence de presse à Bunia / Photo actualités.cd

lâcherai pas. J'irai jusqu'au bout pour connaître la vérité », a-t-il déclaré devant des journalistes.

D'où sa décision de renforcer la présence des Forces armées de la République démocratique du Congo (Fardc) dans cette partie du pays, tout en appelant à la reddition des miliciens désireux de déposer les armes. « Une main leur est tendue pour qu'ils [Ndlr : miliciens] passent aux aveux et surtout qu'ils disent quel est le soubassement de leurs actions, pourquoi tant de violences, tant d'acharnement à mal faire, à commettre le crime », a déclaré le chef de l'Etat.

Notons que les violences armées ont resurgi depuis avril dernier dans le territoire de

Djugu. L'armée a identifié un certain « Ngudjolo » comme le chef de la milice dont les hommes opèrent dans plusieurs localités et dans la chefferie de Mokambo, en territoire de Mahagi. Le commandement des Fardc dans la région a annoncé, le 30 juin, avoir démantelé ce groupe armé après les offensives menées depuis le 27 juin pour la conquête du bastion des miliciens situé dans la forêt Wago, dans le cadre de l'opération « Zaruba ya Ituri (Ndlr : la tempête de l'Ituri) ». Pour l'heure, toutes les batteries sont en train d'être mises en marche pour assurer le rétablissement total de la paix dans cette partie du pays.

Alain Diasso

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -

Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordonnatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin

Maouakani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbélé Ngoni

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél.: 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PARLEMENT

L'AFDC tient à conduire le Sénat

Le regroupement politique a officiellement porté la candidature de son autorité morale, le Pr Modeste Bahati, auprès de leur plate-forme, le Front commun pour le Congo (FCC).

Le premier vice-président par intérim de l'AFDC et Alliés, Placide Mutabunga, a soumis récemment au coordinateur du FCC, Néhémie Mwilanya, la candidature du Pr Modeste Bahati à la présidence du Sénat, pour le compte de cette plate-forme. A part le nom de ce dernier, deux autres ont été également mentionnés, dont ceux de Célestin Vunabandi et de Mike Mosisi.

En portant officiellement cette candidature au FCC, l'AFDC et Alliés vient comme de braver l'interdit. Ce geste, indiquent les observateurs, serait contraire à la volonté du parti-phare et première force du FCC, le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), qui ne voudrait pas céder des postes aussi stratégiques même à ses partenaires de la plate-forme. Le PPRD voudrait plutôt voir un de ses cadres occuper ce poste, comme l'avait rappelé, le 24 juin der-

nier, son secrétaire permanent, Shadary Ramazani, aux sénateurs membre de cette formation politique, à l'occasion de leur présentation aux militants. Cet appétit glouton du PPRD a toujours été dénoncé par d'autres partis du FCC dont l'AFDC et Alliés, qui pense que son poids politique dans cette plate-forme n'est pas à négliger. « Notre regroupement AFDC-A est une force non négligeable au sein la plate-forme FCC. Avec notre poids politique, nous devons également bénéficier des avantages liés à cette position. L'ignorer serait ignorer notre apport dans cette coalition », a clairement précisé Roger Balindamwami, un des co-fondateurs de l'AFDC, dénonçant cette volonté du PPRD de se tailler la part du lion dans le partage du gâteau gagné ensemble.

Le poste du président du Sénat, noté-on, a été parmi les points d'achoppement au sein du FCC, créant une guéguerre entre les deux forces politiques membres cette plate-forme conduite par l'autorité morale, Joseph Kabila.

Lucien Dianzenza



Le Pr Modeste Bahati Lukwebo

PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE

Félix Tshisekedi boude un plan de sortie de crise proposé par Martin Fayulu

Dans un document daté du 10 mai dernier adressé aux chancelleries occidentales et aux institutions de la République, le candidat malheureux à la présidentielle du 30 décembre propose une transition allant de douze à dix-huit mois et la création d'un Haut conseil des réformes institutionnelles (HCRI) qu'il chapeautera, sous la présidence du chef de l'Etat.

Un fait à la limite rocambolesque à mettre à l'actif de Martin Fayulu et qui ne va pas dans le sens de renforcer son leadership au sein de Lamuka, c'est sans doute ce document daté du 10 mai, en forme de plan de sortie de la crise, dont il serait l'auteur.

Dans ce texte distribué dans les chancelleries occidentales, le candidat malheureux à la présidentielle de décembre 2018 proposerait une transition qu'il appelle période des réformes allant de douze à dix-huit mois, avec Félix Tshisekedi comme président de la République. Il propose la création d'une institution dénommée HCNRI qu'il dirigera lui-même. Une institution qui se chargera, explique-t-il, des réformes à opérer, notamment

à la Commission électorale, à la Cour Constitutionnelle, à la Défense et sécurité, dans la gouvernance (lutte contre la corruption) et au niveau des droits humains. Martin Fayulu propose également l'organisation de nouvelles élections (présidentielle, législatives nationales et provinciales, plus les sénatoriales) ouvertes à tout le monde.

Comme il fallait s'y attendre, la publication de ce document dont l'authenticité reste néanmoins sujette à caution, a enflammé la toile ces dernières semaines. La proposition de sortie de crise de Fayulu est décryptée par maints analystes comme un aveu d'échec de sa part, mesurant à présent les limites de son combat pour la vérité des urnes. D'aucuns y voient un appel de pied à son ex-challenger à qui il avait, en son temps, refusé la main tendue, obnubilé par l'ivresse de la popularité. La réponse de Félix Tshisekedi ne s'est, d'ailleurs, pas fait attendre.

Le chef de l'Etat a simplement prié son ancien compagnon de lutte de se diriger vers le parlement pour faire ses

propositions en tant que député. « Les réformes ont des endroits pour être discutées. Fayulu est un élu. En allant au parlement, il peut emmener ce projet. Nous sommes en démocratie. Nous avons aussi la possibilité de refuser ou d'accepter ses propositions. Je ne vois pas l'utilité. Dans mon message du 30 juin, j'ai parlé des réformes, sans dire si je vais l'accorder à un individu. Moi, je ne vois pas l'utilité de créer une autre institution », a déclaré le 1er juillet, à Bunia, le président de la République, lors d'une conférence de presse.

D'un document à un autre...

Notons que depuis l'arrivée à Kinshasa de Jean-Pierre Bemba précédé par le retour au Katanga de Moïse Katumbi, tous deux leaders cofondateurs de Lamuka, Martin Fayulu, le candidat unique désigné par la plate-forme à la présidentielle du 30 décembre, est visiblement en train de perdre du terrain. L'aura que s'est adjugée le principal leader de Lamuka tend à battre de l'aile

dans un contexte où il n'est plus le seul, dans l'opposition, à accaparer les esprits; Bemba et Katumbi constituant deux pôles d'intérêts qui vont beaucoup influencer sur l'avenir politique de la plate-forme. Ses principaux soutiens d'hier donnent aujourd'hui l'impression de vouloir récupérer leurs espaces perdus en projetant, d'ores et déjà, le prochain challenge de 2023.

Déjà, la marche interdite du 30 juin dernier a semblé être l'affaire de Martin Fayulu seul. En l'absence de Jean-Pierre Bemba qui s'est rendu discrètement, la veille, à Gemena pour se soustraire, selon des indiscretions, d'une démarche à laquelle il n'avait souscrit que sur le bout des lèvres. Martin Fayulu n'avait qu'un seul appui : Adolphe Muzito. Le Mouvement de libération du Congo (MLC), à travers ses cadres, s'est fait un peu plus discret dans cette activité en évitant d'être aux premiers loges. En fait, cadres et militants de Lamuka sont allés dans cette marche sans trop de conviction, en plus du fait que l'objectif de l'activité,

en lui-même, n'était pas très clair. Entre réclamation de la vérité des urnes, condamnation de l'invalidation des députés de l'opposition par la Cour constitutionnelle et besoin de changement, l'objectif de la marche est allé dans tous les sens.

Le hic dans cette histoire, c'est le communiqué attribué à Lamuka publié au lendemain de ces manifestations, sans le quitus d'autres leaders du regroupement dont le coordinateur Moïse Katumbi. Pour un document qui rend compte de l'organisation et du déroulement de la marche du 30 juin, Martin Fayulu aurait agi de manière unilatérale, sans consulter le reste des leaders, tempêtent les Katumbistes. « Cette erreur, volontaire ou pas, est contraire au règlement de la coalition », a fait savoir Ensemble pour le changement, la plate-forme de Moïse Katumbi. « Les leaders déplorent et condamnent les événements d'hier mais n'ont pas signé cette déclaration », entend-on dire.

Alain Diasso

POSITIONNEMENT POLITIQUE

Un bloc d'anciens prisonniers autour de Félix Tshisekedi

Franck Diongo, Eugène Diomi Ndongala, Ne Mwanda Nsemi, etc. disent vouloir soutenir le président de la République dans son action pour le développement du pays.

Initiateur de la démarche, le président du Mouvement lumumbiste progressiste, Franck Diongo, a entamé des contacts avec ses anciens codétenus de l'ex-prison de Makala. Le 1er juillet, il a rencontré le chef du mouvement mystico-politique Bundu Dia Mayala, Ne Muanda Nsemi, et le président du parti politique Démocratie chrétienne, Eugène Diomi Ndongala, avec lesquels il a discuté du travail à faire ensemble. Ces anciens prisonniers ont exprimé leur volonté de constituer un bloc autour du chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, en vue de l'aider dans sa tâche visant le développement du pays.

Eugène Diomi Ndongala, de son côté, s'est montré pressé à l'idée de constituer cette force politique de soutien au président de la République, dont l'objectif sera notamment de lutter contre

ceux qu'ils considèrent comme les « ennemis du développement » du pays. Cette initiative bénéficie déjà du soutien de certains acteurs politiques congolais, dont le député provincial du Kongo central, Jean-Claude Vuemba.

Rappelons que ces trois leaders politiques congolais ont été arrêtés et incarcérés sous le régime Kabila fils pour leurs opinions. Ne Muanda Nsemi avait réussi à s'évader de la prison de Makala lors d'une opération attribuée à ses fidèles. Il a vécu dans la clandestinité pendant plus d'une année avant de réapparaître peu après la prestation de serment de Félix Tshisekedi. Les deux autres prisonniers n'avaient été libérés qu'à la suite de la grâce présidentielle accordée par Félix Tshisekedi. Un acte pour lequel ils se disent très reconnaissants.

Lucien Dianzenza

SANTÉ

Une nouvelle zone touchée par Ebola

L'épidémie vient d'être signalée à Ariwara, dans la province de l'Ituri, auprès d'une femme qui s'y est réfugiée fuyant les équipes de riposte, après la mort de deux de ses enfants à Beni, les 18 et 22 juin, des suites de la maladie.

Selon le bulletin quotidien du ministère de la Santé du 29 juin dernier, la mère de cinq enfants avait quitté clandestinement Beni, le 26 juin, pour se réfugier chez sa sœur dans la zone de santé d'Ariwara où l'alerte a été lancée. Les équipes de riposte se sont déployées pour retrouver tous ses contacts. A ce jour, elles ont listé cent soixante-dix-sept personnes et quarante d'entre elles ont été vaccinées.

Le ministère de la Santé rappelle que depuis le début de la dixième épidémie de la maladie à virus Ebola, le cumul des cas est de 2 338 dont 2 244 confirmés et quatre-

vingt-quatorze probables. La même source renseigne que la maladie a tué 1571 personnes dont 1477 cas confirmés et quatre-vingt-quatorze probables. Par ailleurs, six cent cinquante-trois personnes ont été déclarées guéries. Toutefois, il est à noter que trois cent soixante cas suspects sont en cours d'investigation.

Parmi les nouvelles infections, treize nouveaux cas ont été confirmés, dont trois à Mabalako, deux à Beni, deux à Lubero, un à Vuhovi, un à Ariwara, un à Alimbongo, un à Biena, un à Katwa et un autre à Kalunguta. Huit nouveaux décès de cas confirmés ont

été signalés dont trois communautaires et cinq décès au centre de traitement Ebola: quatre à Butembo et un à Katwa. Neuf personnes ont été guéries et sont sorties des centres de traitement: cinq à Mabalako et quatre à Beni.

Dans le souci de freiner la chaîne de propagation de la maladie, les équipes de riposte poursuivent les activités de vaccination. Près de cent cinquante mille personnes ont déjà été vaccinées. Cette opération en ceinture cible les professionnels de santé qui soignent les malades d'Ebola, leurs contacts et les contacts des contacts.

Blandine Lusimana

FRANCOPHONIE

La RDC choisie pour accueillir les jeux de 2021

Le pays a été désigné officiellement par les représentants personnels des chefs d'Etat et de gouvernement, réunis le 2 juillet à Paris, à l'occasion de la 107e session du Conseil permanent de la Francophonie.

La République démocratique du Congo (RDC) a été représentée aux assises de Paris par la représentante personnelle du chef de l'Etat à la Francophonie, Isabel Machik Tshombe. Saluant le choix porté sur son pays pour abriter la neuvième édition des Jeux francophones, elle a indiqué que cette désignation traduit la volonté du président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, de voir la RDC jouer un rôle déterminant au sein de cette organisation. Elle s'est réjouie de voir son travail tant au niveau national qu'au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) être couronné d'un nouveau succès avec ce choix.

Dès lors, la RDC est appelée à élaborer le cahier des charges et constituer le Comité national des Jeux de la Francophonie.

Rappelons que Kinshasa a déposé sa candidature pour l'organisation de la neuvième



Le Premier ministre Bruno Tshibala et Isabel Tshombe, lors de la réunion de Paris

édition des Jeux de la Francophonie, après le désengagement du Canada Nouveau-Brunswick. L'OIF avait, en effet, relancé l'appel à candidature pour la tenue de ces jeux auprès de ses cinquante-quatre États et gouvernements membres de plein droit.

A la suite de cette candidature, la Francophonie avait dépêché en RDC une mission d'évaluation technique. Le rapport des experts, établi à l'issue de cette mission, a conduit le Conseil d'orienta-

tion du Comité international des Jeux de la Francophonie à auditionner, le 27 juin dernier à Paris, les représentants congolais. Le dossier avait été défendu par le Premier ministre sortant, Bruno Tshibala. Isabel Machik Tshombe a reconnu que cette intervention du Premier ministre devant le Conseil d'orientation du Comité international des Jeux de la Francophonie s'est avérée déterminante pour ce choix de la RDC.

Lucien Dianzenza

CAN 2019

Les Léopards qualifiés pour les huitièmes de finale

Le miracle du Congo a eu lieu. Alors que son sort ne dépendait plus de lui après deux défaites de suite (zéro but à deux respectivement face à l'Ouganda et à l'Egypte) et une victoire (quatre buts à zéro face au Zimbabwe) dans le groupe A, ce sont les autres qui ont fait le « job » à sa place.

Candidate à l'un des quatre meilleurs troisièmes de six groupes de la compétition, la République démocratique du Congo (RDC) a décroché le précieux sésame, mardi, grâce aux victoires du Maroc sur l'Afrique du Sud (un but à zéro) et du Sénégal aux dépens du Kenya (trois buts à zéro). Vraisemblablement, les Léopards affronteront, le 7 juillet, soit les Bareas de Madagascar, à Alexandrie, soit les Fennecs d'Algérie, au Caire, en huitièmes de finale.

La sélection conduite par Florent Ibenge s'était mal engagée, changeant de composition tous les trois matchs, avant de sortir finalement de l'« enfer » des groupes. Se réjouissant de cette qualification inespérée, le sélectionneur des Léopards a déclaré : « On a fait ce qu'on devrait faire en gagnant le match contre le Zimbabwe, ce qui fait qu'aujourd'hui, on est qualifié. On ne sait pas contre qui on va jouer. On va se préparer tranquillement (...) C'est une autre compétition, c'est-à-dire le match à élimination directe et on ne minimise personne. Au dé-

part, on était vingt-quatre, maintenant on sera à seize. Il faut s'en sortir pour être parmi les huit qui vont rester et ainsi de suite ».

Pour le sélectionneur adjoint, Mwinyi Zahera, la qualification est un soulagement au regard des moyens mis à la disposition de la sélection pour sa préparation à Marbella, en Espagne.

Ancien sélectionneur des Léopards et aujourd'hui consultant à Canal +, Claude Le Roy, pour sa part, a indiqué dans les réseaux sociaux : « Si les Léopards se qualifient, eh bien malheur à l'équipe qui sera son adversaire en huitièmes de finale, car psychologiquement les Congolais seront comme au top, vu qu'ils seront revenus de l'enfer ».

Quant à l'ancien entraîneur du Daring Club Motema Pembe, Joe Tshupula, il a fait remarquer : « La qualification a certes été difficile, mais je pense et je crois souvent que les grandes victoires se construisent dans la difficulté ».

Le rendez-vous est pris pour le 7 juillet.

PME

Faciliter l'accès des acteurs du secteur aux services financiers

A l'occasion de la célébration en différé, le 2 juillet, de la Journée internationale des micro, petites et moyennes entreprises (MPME), le gouvernement, à travers la ministre en charge du secteur, Yvonne Adélaïde Mougany, a plaidé en faveur du renforcement des acteurs afin d'intégrer les marchés régionaux, sous-régionaux, voire internationaux

« Il est important de faciliter l'intégration de ces entreprises dans le secteur formel, leur présence et leur croissance sur les marchés internationaux, régionaux et nationaux tout en assurant leur accès au crédit à un coût abordable », a déclaré la ministre.

Placée sur le thème « Impact des MPME sur le développement socio-économique du Congo », la journée a été l'occasion pour le ministère de tutelle de sensibiliser l'opinion publique à la place des micro, petites et moyennes entreprises dans la création d'emploi et la réduction de la pauvreté dans le pays, ainsi que d'illustrer l'importante contribution que celles-ci apportent à l'économie mondiale.

« L'importance de ces entreprises dans la concrétisation des objectifs de développement durable est primordiale, en particulier quant à la promotion de l'innovation, de la créativité et d'un travail décent pour tous », a précisé Yvonne Adélaïde Mougany.

En effet, face à un monde en constante mutation, l'accès



Les participants

au financement constitue, pour ce secteur, un obstacle majeur. D'où l'intérêt d'identifier les opportunités du marché international et naviguer parmi les procédures

commerciales comme leviers pour les petites entreprises, source de nombreuses opportunités d'emplois, de revenus et de lutte contre la pauvreté, afin de leur donner des outils

« L'importance de ces entreprises dans la concrétisation des objectifs de développement durable est primordiale, en particulier quant à la promotion de l'innovation, de la créativité et d'un travail décent pour tous »

nécessaires de faire face à la concurrence.

Consciente que les petites et moyennes entreprises représentent entre 20% et 30% du produit intérieur brut (PIB) des pays africains contre environ 60% dans les pays développés, le représentant résident du Programme des Nations unies pour le développement au Congo, Maleye Diop, a souligné que dans les économies à revenu moyen de la tranche inférieure, les PME sont à l'origine de plus d'emplois, créent et contribuent à près de 69% du PIB, notam-

ment 38,5% pour les PME informelles et 30% pour les formelles. Au niveau national, les PME représentent 97% du total des entreprises.

« Au regard de ces chiffres, il est nécessaire d'investir davantage dans ce secteur porteur qui constitue le cœur du tissu économique congolais, base de la création d'emplois et de la diversification de l'économie », a déclaré le haut fonctionnaire onusien.

Fort de l'intérêt que représente ce secteur et au regard des défis de développement auxquels fait face actuellement le Congo touché par une crise financière due à la baisse des coûts de pétrole, Maleye Diop a réitéré la volonté de son institution de contribuer à jouer son rôle d'appui à la recherche d'approches innovantes et de financement pour soutenir les initiatives locales. Le but, a-t-il précisé, est d'offrir des perspectives de croissance durable capables de contribuer à l'atteinte des Objectifs de développement durable qui, selon le principe fondateur de l'agenda mondial 2030 ne laissent personne de côté.

Gloria Imelda Losselé

CIVISME

Les chercheurs exhortés au respect des symboles de la République

Le ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique, Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou, a invité les directeurs généraux des instituts et centres de recherches à observer scrupuleusement le rituel de levée des couleurs.

Le Centre de recherche géographique et de production cartographique, la Cité scientifique et l'Institut national de recherche agronomique sont les sites choisis pour le rituel solennel. « Il faudrait que cet acte patriotique soit fait dans tous nos secteurs

et dans toutes nos directions et zones », a indiqué le ministre, après l'observation de la minute civique. L'initiative vise, en effet, à débarrasser le milieu professionnel du déficit d'éthique constaté et valoir l'esprit patriotique.

Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou a, par ailleurs,

demandé aux chercheurs de toujours se montrer disponibles à servir la République, malgré la dureté des temps. « La recherche permet de créer des lendemains meilleurs. Les chercheurs doivent donc créer une synergie pour accompagner le processus de développement du pays. Nous sommes là pour soutenir tous les innovateurs et chercheurs », a-t-il fait savoir.

À en croire le ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique, c'est donc dans le civisme et le respect des symboles de la République que la communauté continuera à apporter sa pierre au développement du pays.

Rominique Makaya



La levée des couleurs à la Recherche scientifique

BREVET D'ÉTUDES DU PREMIER CYCLE 2019

Les épreuves se déroulent normalement



Les autorités lançant les épreuves du BEPC

Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, a lancé les épreuves le 2 juillet, à Brazzaville. En sa compagnie, le préfet du département, les présidents des commissions éducation de l'Assemblée nationale et du Sénat... « Nous sommes venus vous témoigner le soutien de la République », a indiqué le ministre. Une manière de mettre les candidats en confiance.

Sur toute l'étendue du territoire, près de cent mille candidats passent le Brevet d'études du premier cycle (BEPC). Les mathématiques et l'histoire-géographie ont été les épreuves du premier jour pendant que les sciences de la vie et de la terre et l'anglais sont programmés pour le 3 juillet. Les candidats plancheront sur les sciences physiques et la dictée le 4 juin. Quant à l'expression écrite et l'éducation physique, elles constitueront les matières du dernier jour, le 5 juillet.

Le dispositif de lutte contre la fraude a été renforcé avec l'expérimentation de la camera de surveillance dans les centres d'examen. Les chefs de centre ont ainsi l'œil sur tout ce qui se passe dans les salles. Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation s'est dit satisfait du bon démarrage des épreuves du BEPC.

R.M.



BEN'TSI – IMMO RECRUTE POUR ELBO SUITES



Qualifications sollicitées : Réceptionniste

Missions et tâches:

Gérer le standard téléphonique du Spa
Assurer l'accueil des clients et les visites

Nombre de postes à pourvoir: 2

Type de contrat: CDD

Lieu d'exécution du contrat: Brazzaville

Autres conditions: Anglais impératif

Profil du candidat

Nationalité: Congolaise ou autre

Diplôme: CAP/ BP Esthétique ou niveau équivalent en réception hôtelière

Tranche d'âge: 18 – 30 ans

Sexe: Homme – Femme

Expérience professionnelle : 3 ans en hôtellerie ou thalaso-thérapie

Autre connaissance: Avoir le sens du détail, être à l'écoute, excellentes compétences relationnelles.

NB.: la date de délais de dépôt des dossiers est pour le 05 Juillet 2019.

Adresse de dépôt des dossiers : kelly.obou@bentsi-immo.com

Qualifications sollicitées: Spa praticien(ne)

Missions et tâches:

Réaliser les soins réservés par les clients
Promouvoir et les produits du Spa

Nombre de postes à pourvoir: 4

Type de contrat: CDD

Lieu d'exécution du contrat: Brazzaville

Autres conditions: Anglais impératif

Profil du candidat

Nationalité: Congolaise ou autre

Diplôme: CAP Esthétique / Diplôme soins corporels / Diplôme masseur bien-être

Tranche d'âge: 18 – 30 ans

Sexe: Homme – Femme

Expérience professionnelle : 2 ans en hôtellerie haut de gamme

Autre connaissance: Manucure, pédicure, maquillage

NB.: la date de délais de dépôt des dossiers est pour le 05 Juillet 2019.

Adresse de dépôt des dossiers : kelly.obou@bentsi-immo.com

Qualifications sollicitées: Coach sportif

Missions et tâches:

Réaliser des prestations de qualité
Dispenser des cours en fonction des demandes clients

Nombre de postes à pourvoir: 1

Lieu d'exécution du contrat: Brazzaville

Autres conditions: Esprit d'équipe, compétences relationnelles clients

Profil du candidat

Nationalité: Congolaise ou autre

Diplôme: Diplôme de sport ou de la forme

Tranche d'âge: 18 – 40 ans

Sexe: Homme

Expérience professionnelle : 3 ans au même poste

Autre connaissance: Anglais impératif, avoir l'habitude de travailler au contact d'une clientèle haut de gamme

NB.: la date de délais de dépôt des dossiers est pour le 05 Juillet 2019.

Adresse de dépôt des dossiers : kelly.obou@bentsi-immo.com

MINISTERE DE L'ECONOMIE FORESTIERE AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL

Le Ministère de l'Economie Forestière lance des appels d'offres pour les marchés de fournitures ci-après :

-Dossier d'appel d'offres n° F-AON-006/MEF/CGMP/2019, relatif à l'acquisition du matériel du Projet Aire marine de la Baie Loango en trois (03) lots suivants :

- Lot 1 : acquisition du matériel divers ;
- Lot 2 : acquisition du matériel technique ;
- Lot 3 : acquisition du matériel nautique

-Demande de cotation n° F-DC-001/MEF/CGMP/2019, relatif au repeuplement du parc animalier du Parc Zoologique et Botanique de Brazzaville (Lot unique)

Les soumissionnaires intéressés sont invités à se procurer du dossier d'appel d'offres au niveau du Ministère de l'Economie Forestière à la Direction des Etudes et de la Planification, Palais des verts-1er étage - face Hôpital Blanche Gomez, du Lundi au Vendredi de 7h00 à 14h00, contre un paiement au comptant non remboursable de 125.000 FCFA pour le dossier d'appel d'Offres.

Les offres devront être déposées sous pli fermé, contre récépissé, en quatre (4) exemplaires dont un (1) original et trois (3) copies et soumises au plus tard le 16 Juillet 2019 à 11 heures 30 minutes.

Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des sociétés soumissionnaires à l'adresse ci-après : Ministère de l'Economie Forestière, Palais des verts-1er étage dans le Bureau du Directeur des Etudes et de la Planification (DEP) - face Hôpital Blanche Gomez, le 16 Juillet 2019 à 12h 30.

Fait à Brazzaville, le 02 Juillet 2019
La Ministre de l'Economie Forestière,
Personne responsable des marchés publics,

Rosalie MATONDO

MÉDIAS

Les professionnels incités au numérique

Le secrétaire général de la Fédération syndicale des travailleurs de la communication (Fésytrac), Edouard Adzotsa, a invité, le 27 juin à Brazzaville, les journalistes à connaître les atouts et les contours du numérique.

Edouard Adzotsa a lancé son appel lors de l'atelier de restitution des travaux du 30e congrès de la Fédération internationale des journalistes (Fij), organisé du 10 au 15 juin, à Tunis, en Tunisie, sur le thème « Le journalisme à l'ère du numérique ».

L'objectif a été d'inciter ces derniers à la pratique des techniques d'information. Le congrès a été le premier genre à être organisé en Afrique depuis la création de la Fij en 1926.

Il a réuni plus de trois cents responsables syndicaux du monde entier qui ont été édifiés à cette occasion sur les avantages et les inconvénients du numérique.

A cet effet, une invite a été adressée aux professionnels des médias à s'adapter au numérique et à lutter contre les fake-news, la désinformation de l'information et bien d'autres, a expliqué Edouard Adzotsa. Les communications ont porté également sur le thème « Le journalisme après la révolution arabe modérée » ainsi que sur le thème « Les bonnes pratiques syndicales dans le monde modéré ».



Edouard Adzotsa (à gauche) / Adiac

Les recommandations

Les recommandations ont été orientées dans le sens du renforcement du développement des activités syndicales au sein des pays membres de la fédération. En ce qui concerne le volet de la liberté de la presse, les participants ont déploré l'arrêt intempestif de l'internet dont l'acte touche à la liberté de la presse qui réduit la diversité d'opinions. Ils ont décrié aussi la fermeture de certains journaux pour des raisons économiques.

Par ailleurs, ils ont adopté la

nouvelle charte et l'éthique de la déontologie des membres de la Fij ainsi que la convention des journalistes pour la protection et l'impunité contre les crimes commis à leur égard. Le vœu formulé aux Etats africains a été d'aider les médias à s'épanouir.

Au terme de sa communication, Edouard Adzotsa a souligné le moment d'élection du comité exécutif de la Fij avant d'annoncer les différentes rencontres qui se tiendront au niveau régional et à Brazzaville, dans les jours à venir.

Lydie Gisèle Oko

ÉCOLES PROFESSIONNELLES

Plus de mille sept cent trente candidats passent les examens de fin de cycle

Les épreuves ont été lancées, le 2 juillet à Brazzaville, par le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi, Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes, qui a profité de l'occasion pour annoncer des réformes à l'Ecole nationale moyenne d'administration (Enma).

Les candidats affrontent respectivement le Certificat de fin d'études des écoles normales, le Certificat d'aptitudes professionnelles, le diplôme d'Etat des carrières administratives et financières, le diplôme d'Etat des carrières de santé ainsi que le diplôme d'Etat des moyens artistiques. « Pour assurer le développement économique du pays, nous avons besoin de ressources humaines de qualité. Je suis persuadé que nous devons continuer à former malgré la dureté des temps. Le gouvernement ne peut pas investir autant d'argent pour que vous soyez formés pour être abandonnés par la suite. Nous prenons nos responsabilités et sommes en train de voir les possibilités nécessaires pour l'insertion des différentes promotions », a indiqué le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi.

Sur l'ensemble du territoire, ces examens de fin de cycle se déroulent à Brazzaville, Pointe-Noire, Owando, Dolisie et Kinkala. Les mille cent quarante candidats de Brazzaville composent dans quatre centres. « C'est avec beaucoup de sérénité que nous avons organisé ces examens. L'année n'a pas été perturbée », a expliqué Joseph Moukila, directeur des examens et concours techniques et professionnels.

A l'Enma, le ministère entrevoit des réformes car les formations techniques et professionnelles sont des outils majeurs à la disposition de toutes les personnes actives : salariés, indépendants, chefs d'entreprise ou demandeurs d'emploi. Elles permettent la formation tout au long du parcours professionnel pour développer les compétences et accéder à l'emploi, se maintenir dans l'emploi ou encore en changer. « Nous allons procéder aux réformes complètes de l'Enma pour pouvoir l'arrimer au secteur privé, c'est-à-dire ceux qui seront diplômés de cette école ne devront pas seulement attendre que la fonction publique les recrute mais nous allons leur donner une formation polyvalente afin qu'ils travaillent aussi bien au niveau de la fonction publique que dans le secteur privé », a expliqué le ministre Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes.

Fortuné Ibara

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLE AUX ENCHERES PUBLIQUES

Maître Jean Didier BIDIE, Huissier de Justice, Commissaire priseur, informe le public qu'il sera procédé à l'adjudication de l'immeuble appartenant à La société Immobilière du Congo <<Groupe ESCOM>>, Sarl représentée par Monsieur Humberto EUSEBIO Velosa Robins, siège sis Avenue de l'Amitié au centre ville, Brazzaville, sur les diligences de LCB Bank, ayant pour conseil, Maître Prosper MABASSI contre La société SCCTP SARL, RCCM n°07-B-393, dont le siège social est sis Avenue de l'Amitié, centre ville, Brazzaville, représentée par son Gérant Monsieur Humberto EUSEBIO Velosa Robins ;

1-Propriété sise à Brazzaville, cadastrée, section 0, bloc/ parcelle 18 (ex 250-251) d'une superficie de 4406,75m², lieu centre ville (zone ex-radio), arrondissement 3 poto-poto, objet du titre foncier n° 11598 établi par la conservation foncière de Brazzaville (République du Congo) ;

2-Propriété bâtie sise à Brazzaville, cadastrée, section N, bloc/ parcelle 11, d'une superficie de 1388,26m², lieu centre-ville, arrondissement 3 poto-poto, objet du titre foncier n°729, établi par la conservation foncière de Brazzaville (République du Congo) ;

Prix de l'adjudication :

-3.800.000.000 FCFA pour la propriété objet du titre foncier n°11.598 ;

-5.000.000.000 FCFA pour la propriété objet du titre foncier n°729 ;

Date : samedi 13 juillet 2019 à 10 heures ;

Lieu : salle des audiences du Tribunal de Grande Instance de Brazzaville ;

Pour tout renseignement s'adresser à :

-Maître Jean Prosper MABASSI, Avocat à la Cour, cabinet sis immeuble SOPROGI, Avenue de la Patte d'oie, face ENAM, Appartement J3315, B.P 1737, Brazzaville, Tél. : 22 611 86 92 ;

-Maître Jean Didier BIDIE, Huissier de Justice, commissaire Pri-seur près la Cour d'Appel de Brazzaville, Titulaire d'un Office sis au n°990 ter, Avenue des trois Martyrs à côté du cinéma ABC - Plateau des 15ans, Moungali, Brazzaville, Tél. : 05 551 34 43 ;

-Monsieur le Greffier en chef du Tribunal de Grande Instance de Brazzaville ;

L'HUISSIER DE JUSTICE

RÉSEAU NATIONAL SUR LE DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE

Pas de bureau exécutif définitif pour l'heure

Des communicateurs traditionnels, chefs coutumiers et autres parties prenantes ont mis en place, le 28 juin, à Brazzaville, un noyau de six membres qui poursuivra et finalisera la réflexion engagée au cours de leurs travaux.

Au cours de l'atelier de mise en place du réseau national sur le dividende démographique, aucun secrétaire général n'a été nommé au terme de deux jours des travaux. Cependant, un noyau de six membres, composé de différents représentants, notamment un journaliste, un artiste, un représentant d'associations civiles, de chefs traditionnels et de confession religieuse a été installé.

« Ce n'était pas évident au cours de cette première rencontre d'avoir un bureau exécutif définitif, nous avons plutôt préféré mettre en place un noyau qui va regarder, sous la base des éléments de nos délibérations, comment restructurer le réseau et convoquer une assemblée consécutive qui mettra en place un bureau. C'était un premier contact pour faire connaissance et sensibiliser les gens une fois que le bureau sera mis en place », a indiqué Benoît Libali, délégué du représentant du Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap), qui a indiqué que ces travaux ont été d'une excellence indiscutable. Pour la première fois, les chefs



Le noyau de six membres DR

coutumiers, les communicateurs traditionnels, les responsables religieux et spirituels, etc., ont pu être mobilisés. « C'est un jalon important que nous venons d'accomplir, nous devons le pérenniser avec l'appui du noyau qui vient d'être mis en place », a-t-il fait savoir.

Félicitant ainsi toutes les parties prenantes pour l'excellence et la qualité du travail abattu, le représentant du Fnuap a signifié que son institution prend bonne note et réitère son intérêt pour ce réseau. « Poursuivez encore une fois pour le dividende démographique, le

Fnuap s'engage aux côtés de communicateurs traditionnels et chefs coutumiers et de toutes les autres parties prenantes intéressées pour tirer pleinement profit du capital humain des jeunes en République du Congo », a-t-il encouragé.

Signalons que le réseau national du Congo sera appuyé par le réseau régional présidé actuellement par la Guinée Conakry. Cet atelier a été organisé par le Fnuap, en partenariat avec le ministère de la culture et des arts.

Rosalie Bindika

1^{ÈRES} UNIVERSITÉS D'ÉTÉ DE BACONGO

GRANDE CONSULTATION CITOYENNE ET PARTICIPATIVE POUR LE MIEUX VIVRE. LA MODERNITÉ ET LE DÉVELOPPEMENT DE BACONGO

« Et si on se parlait? »



Une initiative de
la Dynamique Citoyenne
pour des Solidarités Nouvelles
« YUMBUKA! »

Ensemble bâtissons un projet pour

BACONGO

DU 5 AU
21 JUILLET
2019

Parce que votre avis compte



RETROUVEZ NOUS SUR

www.bacongomacommune.com
www.touspourbacongo.com

INSCRIVEZ VOUS ET PARTICIPEZ MASSIVEMENT

#OnSePasseLeMot

Retrouvez nous
sur facebook et twitter
[Retour à la page](#)


Permanence : 144 Av. des 3 francs - BACONGO / Tel : +242 069349160 / www.yumbuka.org / [f](#) Yumbuka

FESTIVAL TO SANGANA

La première édition prévue ce week-end

L'événement culturel et artistique se tiendra à Brazzaville, du 6 au 7 juillet, au stade d'Ornano.

Le festival prévoit des concerts musicaux, des spectacles de danses, du slam et de l'humour. A cette occasion, il est aussi réservé un espace dédié à la gastronomie congolaise, à l'exposition et à la vente de produits bio et accessoires de fabrication locale, à la distribution de graines et plantes locales ainsi que biens d'autres surprises.

Cet événement, comme son nom «To sangana» (unissons-nous ou rassemblons-nous) l'indique, est un projet culturel et écologique visant à mettre en valeur les arts plastiques et les arts de la scène dans une atmosphère de cohésion et de partage. Initié par de jeunes artistes congolais, il se veut une plateforme où chacun peut profiter de l'expérience de l'autre, en vue de se faire un nouveau réseau.

Pour sa première édition, le festival «To sangana» connaîtra la participation de Biz Ice, Key Kolos, Nix Ozay, Double R, Swxxg Milly, Young Ace, Mariusca, Eph, GLN, Asapolis, Jos'art, Zomx, Guer2Vie, Thales Zokene, Boa Mokozzi, Du criimo, Mando, Jojo Fly, Emma Boss, Cladarou, Hardy style, Jarnac, Vael Fils, Rhino Bears, Black Panda, Philanthrope, Armée street, etc.

Le festival débutera à partir de 16h 00 et le ticket d'accès est vendu à deux mille francs CFA.

Merveille Atipo (stagiaire)

LA GUINGUETTE AFRICAINE DE SURESNES

Le top départ dans moins d'une semaine

Le festival populaire des hauteurs de Suresnes, dans le quartier Mont-Valérien, revient, pour sa huitième édition, à partir du 6 juillet.

À quelques jours du début de l'été, le centre de loisirs des Landes sera à nouveau investi par des réjouissances « Made in Africa » toutes les fins de semaine.

À l'instar de la journée d'inauguration où l'équipe municipale de Suresnes sera représentée, les visiteurs, en famille ou entre amis, trouveront sur place de quoi se restaurer, des stands où acquérir des vêtements en wax, des bijoux et autres accessoires, ou simplement des tables destinées à se poser tout en échangeant des nouvelles autour d'une bonne boisson bien fraîche.

Véritable tremplin du « vivre ensemble », cet espace verra défiler des chanteurs et artistes programmés par Cyriaque Bassoka, secrétaire général, l'un des quatre membres du bureau de l'association « La guinguette africaine », créée en 2012.

« Huit ans après, la guinguette jouit d'une confiance renouvelée par la mairie de Suresnes », confie le secrétaire général. Et d'expliquer que les vraies recettes de ce partenariat « c'est qu'au moment où les politiques tardent à trouver la politique de diversité à mettre en place, nous, ici, avec notre programmation culturelle, faisons que toutes les personnes, de quelle que origine qu'elles soient se retrouvent ».

Autre originalité : depuis la dernière édition, la guinguette a inséré une journée spéciale intitulée « Sois fier de qui tu es et d'où tu viens ». Il s'agit du retour aux sources. A l'issue d'une journée, venir af-



La guinguette africaine de Suresnes, du 6 juillet à la fin août, au Mont Valérien

firmer sa diversité culturelle au moment où sensiblement sont en train de s'éloigner des traditions pour se fondre en une seule. Dans ce contexte, après le département des Plateaux, l'année dernière, la Bouenza sera à l'honneur le 20 juillet.

Pour cette journée unique, « Au fil des couleurs de la culture de la Bouenza », le plus petit département du Congo en superficie - 14 820 km² - présentera ses valeurs gastronomiques, rituelles, spirituelles, artistiques et musicales. Ce sera également l'occasion de la présentation des associations et des individualités.

A propos des individualités, Djo Balard, natif du département, supervisera une séquence de démonstration de la Sapo-

logie, mettant en scène des sapeurs originaires de la Bouenza dans des tenues euro-ethniques, réalisées par les grands couturiers, pour sensibiliser le public à la mode. Tandis qu' Albert Moundosso, alias Me Jolle, dédicacera son nouvel album.

Par rapport au temps de tendance caniculaire « l'espace est boisé et offre un ombrage naturel d'air plus vivable », préviennent les organisateurs. Autre annonce pratique, le soir du 13 juillet sera consacré au feu d'artifice de la mairie. Le lendemain, 14 juillet, ce sera la fête nationale avec la prestation de Ladis Arcade.

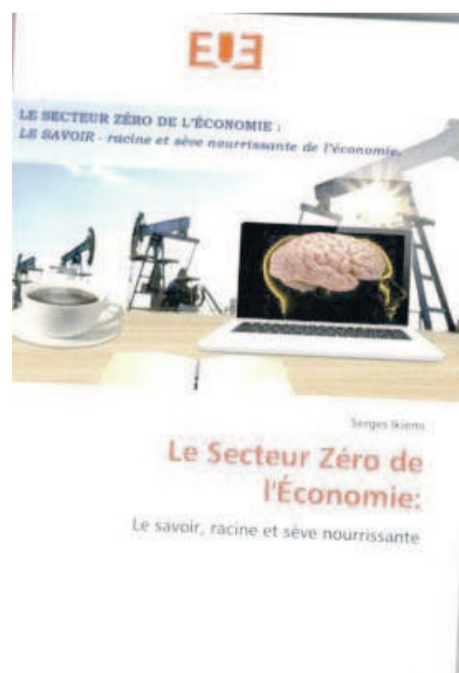
Marie Alfred Ngoma

VIENNENT DE PARAÎTRE

«Le secteur zéro de l'économie» de Serges Ikiemi

L'ouvrage paru en juin dernier, aux Editions universitaires européennes, est une thèse complémentaire à la théorie économique classique qui ne reconnaît que trois secteurs : primaire, secondaire et tertiaire.

L'économiste Serges Ikiemi a ajouté aux trois secteurs un quatrième qu'il dénomme le savoir, complétant ainsi l'économiste écossais, Colin Clark, qui eut l'idée de définir les trois secteurs de la vie économique.



Selon l'auteur congolais, le tout premier pouvoir que doit rechercher un homme ou un pays qui aspire à de grandes ambitions est le savoir, entendu comme racine et sève nourissante du dévelop-

pement économique.

Pour développer un pays, soutient-il, il est nécessaire sinon obligatoire de commencer par consacrer des investissements colossaux dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la transmission des technologies de l'information et de la communication.

Le savoir, dit-il, est la base, la fondation et le ciment du développement économique d'un Etat. « L'élite, l'intelligentsia, les leaders sont ainsi interpellés pour relever le challenge du développement économique. Les gouvernants doivent tenir compte des points de vue des intellectuels dans l'élaboration et l'exécution des programmes de développement », explique Serges Ikiemi dans l'avant-propos de son ouvrage.

Pourquoi ce livre ?

Cette question, pense l'auteur, peut être posée en ces termes : quel est l'intérêt de cet ouvrage ? En effet, poursuit-il en quatrième de couverture, la lutte contre la pauvreté, le sous-développement économique demeurent de nos jours des goulots d'étranglement et restent au cœur des défis majeurs à relever par les économistes, les gouvernants et les institutions internationales

de développement. Pour Serges Ikiemi, il n'y a de développement économique que dans les conditions d'un développement mental. C'est un débat pour l'éveil des consciences auquel il invite les intellectuels, les gouvernants et autres acteurs sociaux.

L'auteur estime qu'il est nécessaire pour l'Afrique en général et pour le Congo en particulier de lutter pour renverser la tendance en augmentant le taux d'alphabétisation. Les deux tiers de la population africaine, écrit-il, sont gangrenés par l'illettrisme. Outre ce facteur, argumente-t-il, le système éducatif légué par le colonisateur n'ayant pas fourni des résultats escomptés, l'Afrique doit le révolutionner en instaurant une démarche éducative mieux adaptée aux besoins de l'adéquation formation-emploi et à ceux du développement mental et l'économie du savoir. travers cet ouvrage, l'auteur soulève une problématique innovante et inédite : le quatrième secteur économique, le secteur zéro. Le débat est ainsi ouvert et il attend des contributions pour l'enrichissement de cette thèse.

Notons que Serges Ikiemi est docteur en sciences économiques, enseignant-chercheur à l'Université Marien-Ngouabi de Brazzaville. Il anime depuis 2010 le Cercle de réflexion « Le Café du savoir ». Il est auteur de plusieurs livres et articles dans divers domaines.

Roger Ngombé

«Parlons munukutuba» de Jean-Alexis Mfoutou

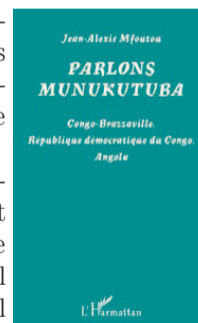
L'auteur invite la communauté linguistique des deux Congo et de l'Angola à découvrir la langue qu'elles ont en partage.

L'auteur montre comment le munukutuba est dit réel extralinguistique en même temps qu'il instruit sur sa vitalité. Il présente également le fonctionnement dans divers contextes et en donne un large état lexical.

Le munukutuba ou le kituba est présenté par les linguistes comme étant un créole « kikongo » simplifié. Il est parlé dans les deux Congo et en Angola et compréhensible par les locuteurs des divers dialectes du kikongo. Au Congo Brazzaville, cette langue vernaculaire est pratiquée par la population installée essentiellement le long de la ligne du chemin de fer Congo-Océan qui relie Brazzaville à Pointe Noire, à savoir dans la partie sud du pays.

Jean-Alexis Mfoutou est linguiste, sociolinguiste et lexicographe, ainsi que membre du laboratoire dynamique du langage in situ de l'université de Rouen où il enseigne la sociolinguistique. Il est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages.

M.A.N.



INSERTION SOCIALE

Des jeunes désœuvrés bénéficient d'un stage en électricité bâtiment et industrielle

La formation a été lancée, le 1^{er} juillet à Brazzaville, par l'ONG Initiative pour la conscience citoyenne (ICC) que préside Crépin Kouesso.

Soixante-dix jeunes prennent part au stage en électricité bâtiment et industrielle d'une durée de quatre semaines consécutives. Les apprenants seront repartis en trois groupes respectifs afin de les aider à mieux assimiler les enseignements de base disposés.

« Nous demandons aux étudiants d'apporter tenaille, pince universelle et coupante, tournevis plat et appareil de mesure d'intensité. Au-delà de la théorie en classe, en phase pratique, ils vont travailler dans les ateliers et appliquer leurs connaissances », a expliqué Harold Oko-Maya, manager général du Groupe Techno-services (GTS). Ce stage, dont le financement est d'environ trois millions francs CFA, fait suite à un partenariat gagnant-gagnant conclu entre le GTS et l'ICC. Au terme de leur formation, ces jeunes seront mis à la disposition du GTS pour une possible insertion sociale.



Une vue des stagiaires/Adiac

Les jeunes en formation ont été retenus par l'organisation non gouvernementale (ONG) au terme de la présentation des autorisations parentales ainsi qu'après examen de leurs dossiers de manifestation d'intérêt pour le stage. La plupart des jeunes filles estimant jusqu'à présent que le métier d'électricité n'est réservé qu'aux hommes, très peu d'entre elles participent à ce stage.

« Le monde évolue, je suis une femme et je ne me sousestime pas. Devenue électricienne, je peux intervenir à la maison ou au quartier pour changer, par exemple, une ampoule électrique ou découvrir l'origine d'un court-circuit. Que mes consœurs se battent pour

de telles opportunités », a indiqué Danecia Glodie Ngoya, participante à la formation.

L'ICC a choisi de mettre l'accent sur la filière électricité bâtiment et industrielle suite à une prospection dans les quartiers de Talangaï, sixième arrondissement de Brazzaville. « Le constat fait, nous avons voulu promouvoir l'entrepreneuriat et l'insertion juvénile. Grâce à ce partenariat gagnant-gagnant, nous allons pérenniser et amplifier ce genre d'initiatives. Nous allons leur délivrer des attestations de fin de formation qui seront contresignées par les deux partenaires », a fait savoir Crépin Kouesso.

Fortuné Ibara

COMITÉ CONSULTATIF INTERAFRICAIN

Bangui abrite la quarante et unième session

Des enseignants-chercheurs, spécialistes du domaine scientifique de près d'une vingtaine de pays africains prendront part aux assises qui se tiendront, du 8 au 17 juillet, dans la capitale centrafricaine.

Trois cents participants, dont la majorité vient de dix-neuf pays africains, y sont attendus. Il s'agit notamment du Bénin, du Burkina Faso, du Burundi, du Cameroun, de la Centrafrique, de la République du Congo, de la République démocratique du Congo, de la Côte d'Ivoire, du Gabon, de la Guinée, de la Guinée-Bissau, de la Guinée équatoriale, du Madagascar, du Mali, du Niger, du Rwanda, du Sénégal, du Tchad et du Togo.

Avant cette date, une rencontre entre le secrétaire général du Conseil consultatif interafricain et le chef de l'Etat du pays hôte a eu lieu pour une mise au point de l'organisation et une évaluation de la progression sur la préparation. Des personnalités ont souhaité que l'ouverture de cette session soit une vraie réussite pour la Centrafrique et les pays invités.

Au cours de cette entrevue, le président Faustin-Archange Touadéra a été gratifié grand maître de l'ordre international des palmes académiques du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur.

Yvette Reine Nzaba

AFRIQUE DU NORD

Importante surmortalité des hommes nés en France originaires de la région

Selon une enquête de l'Institut national d'études démographiques (Ined), les hommes nés en France dont les parents sont d'origine d'Afrique du Nord connaissent une « importante surmortalité ». Un phénomène que l'Ined n'explique pas clairement les causes.

La probabilité estimée de décès entre 18 et 65 ans s'élève à 162 pour 1000 pour les hommes de la population «de référence». Elle est 1,7 fois plus élevée pour les hommes nés en France de deux parents originaires d'Afrique du Nord (Algérie, Maroc et Tunisie), soit 276 pour 1000. En revanche, elle est plus faible pour ceux de la deuxième génération d'origine sud-européenne (Portugal, Italie et Espagne), à 106 pour 1000, ainsi que pour les hommes immigrés de première génération toutes origines confondues.

Les résultats concernant les femmes ne relèvent pas de «différences statistiquement significatives», précise l'étude. Elle suggère que cette surmortalité ne s'explique pas simplement par les différences de niveau d'éducation, mais par un ensemble de désavantages, notamment sur le marché et sur le niveau des revenus. Il s'agit d'une dimension de santé publique importante et inconnue jusqu'ici, relèvent les auteurs de l'enquête. Ils expliquent que la discrimination sur le marché du travail, qui est «plus répandue» parmi la deuxième génération, peut se traduire par une détérioration du fonctionnement «psychosocial» et par un « impact négatif sur la santé ».

Par manque de données, les auteurs précisent qu'il a été difficile sur le sujet. Selon l'étude, la première du genre en France, il est peu probable que la différence d'accès aux soins de santé soit un élément important car les enquêtes n'ont montré aucune différence dans l'utilisation des soins entre les groupes étudiés. En dépit du manque de données, les chercheurs évoquent le rôle du tabagisme et de l'alcool comme déterminants immédiats. Ils ont utilisé un échantillon de 380 000 personnes âgées en 1999 de 18 ans et plus et ont exploité des registres de décès jusqu'en 2010.

La France est le pays qui compte la plus grande population de descendants d'immigrés dans l'Union européenne. En 2014, la population d'individus nés dans ce pays avec au moins un parent immigré représentait 9,5 millions de personnes, soit 14,3 % de la population totale.

Noël Ndong

INSTITUT
FRANÇAIS
DU CONGO

PROGRAMME DE LA SEMAINE DU 1^{ER} AU 14 JUILLET 2019

MARDI 02 JUILLET

18h00 : Le Congo a du Choeur concours de chorales avec Chorale Karisma Afro-Gospel, Chorale Centre Moukondo, Chorale Néo-Apostolique, Chorale Christ Roi, Les Salomons

MERCREDI 03 JUILLET

15h00 : Débat d'idées : « Politique de développement et réduction de la pauvreté » par Marcel Mbaloula, Statisticien, membre de la Fondation Niosi.

18h00 : Le Congo a du Choeur concours de chorales avec Chœur le Rosaire, Chorale des amis de Dominique Savio, Chorale Voix du Salut Rytkum, Théophile Mbemba

19h00 : Mercredi à la Cafété' : Les Yoani

JEUDI 04 JUILLET

18h00 : Le Congo a du Choeur concours de chorales avec Les Aïnés, Chorale Centre Météo, Les Messagers du Seigneur, Chœur Jubilate, Emile Biayenda

VENDREDI 05 JUILLET

18h00 : Le Congo a du Choeur demi-finale du concours de chorales

SAMEDI 06 JUILLET

10h00 : Les rendez-vous de la médiathèque (Samedi des petits lecteurs, L'heure du conte, Rencontre de scrabble)

18h00 : Le Congo a du Choeur finale du concours de chorales

MARDI 09 JUILLET

18h30 : Ciné-club : Bons baisers de Brazzaville

MERCREDI 10 JUILLET

19h00 : Mercredi à la Cafété' : Luxxa Passi

JEUDI 11 JUILLET

15h00 : Rencontre littéraire : Ce qu'il faut savoir chez un homme avant de l'épouser de Yann Okiast

19h00 : Théâtre : Chef de famille malgré lui de Jean-Marie Bamokena par le Théâtre de l'Agora

SAMEDI 13

10h00 : Les rendez-vous de la médiathèque (Samedi des petits lecteurs, L'heure du conte, Rencontre de scrabble)

18h00 : Restitution de la formation des chorales

Pour plus d'infos, veuillez consulter notre agenda du mois sur
www.institutfrancais-congo.com

ADJONCTION DE NOM

Je m'appelle Abé Ditricia Canelle, je désire être appelée Abé Engouedze Ditricia Canelle.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois mois.

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Perte de quatre-vingts millions d'emplois en 2030

L'estimation est faite par l'Organisation internationale du travail (OIT), dans son nouveau rapport « Travailler sur une planète plus chaude : l'impact du stress thermique sur la productivité du travail et le travail décent ».

Le réchauffement climatique devrait se traduire par une augmentation du stress thermique au travail, nuisant à la productivité et causant des pertes économiques et d'emplois. Selon l'OIT, l'augmentation du stress thermique devrait même conduire à des pertes de productivité équivalant à quatre-vingts millions d'emplois à temps plein en 2030 et à des pertes économiques de deux mille quatre cents milliards de dollars. « *L'impact du stress thermique sur la productivité du travail est une conséquence grave du changement climatique, qui s'ajoute aux autres effets néfastes tels que la modification du régime des précipitations, la montée du niveau des mers et la perte de biodiversité* », a déclaré Catherine Saget, cheffe d'unité au département de la recherche de l'OIT et l'une des principaux auteurs du nouveau rapport qui s'appuie sur des données climatiques, physiologiques et d'emploi.

Ces projections ont été établies sur la base d'une hausse de la température mondiale de 1,5 °C d'ici à la fin de ce siècle. Elles laissent augurer qu'en 2030, 2,2% du total des heures travaillées dans le monde seraient perdues en raison des températures élevées. Toutefois, le rapport avertit que c'est « *une estimation prudente parce qu'elle suppose que la hausse de la température*



moyenne mondiale ne dépassera pas 1,5 °C ».

Pour l'agence onusienne basée à Genève, il s'agit de projections partant aussi de l'hypothèse que le travail dans l'agriculture et la construction – deux des secteurs les plus affectés par le stress thermique – s'effectuera à l'ombre.

L'Asie du sud et l'Afrique de l'ouest plus exposées

Plus globalement, l'impact sera inégalement réparti à travers le monde. Les régions qui devraient perdre le plus d'heures de travail seront l'Asie du sud et l'Afrique de l'ouest, où approximativement 5% des heures travaillées pourraient être perdues en 2030, ce

qui correspond respectivement à environ quarante-trois et neuf millions d'emplois.

« *En plus des énormes coûts économiques liés au stress thermique, nous pouvons nous attendre à voir les inégalités augmenter entre les pays à revenu élevé et les pays à faible revenu et les conditions de travail se dégrader pour les plus vulnérables, ainsi que des déplacements de population* », a prévenu Catherine Saget.

Parmi les plus vulnérables, les habitants des régions les plus désertifiées subiront les pertes économiques les plus importantes. Les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire inférieur

devraient en souffrir davantage, surtout parce qu'ils ont moins de ressources disponibles afin de s'adapter efficacement à la hausse des températures. Les pertes économiques liées au stress thermique viendront donc se cumuler aux handicaps économiques qui existent déjà, en particulier les forts taux de travailleurs pauvres, d'emploi informel et vulnérable, d'agriculture de subsistance et l'absence de protection sociale.

« *Pour faire face à cette nouvelle réalité, il faut d'urgence que les gouvernements, les employeurs et les travailleurs prennent les mesures appropriées, en donnant la priorité à la protection des plus fragiles* », a fait valoir

l'une des principaux auteurs du rapport.

Par ailleurs, le secteur agricole, qui emploie neuf cent quarante millions de personnes à travers le monde, devrait être le plus durement touché à l'échelle mondiale. Il devrait représenter 60% des heures de travail perdues en raison du stress thermique à l'horizon 2030. Le secteur de la construction sera lui aussi fortement impacté, avec une estimation de 19% des heures de travail perdues dans le monde à la même échéance.

Selon l'OIT, les autres secteurs particulièrement exposés sont les biens et les services environnementaux, le ramassage des ordures, les services d'urgence, les travaux de réparation, le transport, le tourisme, le sport et certains types de travaux industriels. Le rapport appelle à redoubler d'efforts pour élaborer, financer et mettre en œuvre des politiques nationales en vue de combattre les risques de stress thermique et protéger les travailleurs. Ce qui passe par la création d'infrastructures adéquates et de meilleurs systèmes d'alerte précoce lors des épisodes de canicule, et par une meilleure application des normes internationales du travail, comme dans le domaine de la sécurité et de la santé au travail, afin d'élaborer des politiques de lutte contre les dangers liés à la chaleur.

Josiane Mambou Loukoul

DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

2050, la fin du monde

Une étude australienne évoque la fin de la civilisation dans trente et un ans si rien n'est fait pour freiner le réchauffement de la terre. Mais des climatologues soulignent qu'il s'agit du « scénario du pire » et qu'une autre issue reste possible.

C'est une mise en scène de Roland Emmerich, d'après un rapport produit par le think tank australien, Breakthrough-National center for climate restoration. Si rien n'est fait pour limiter le réchauffement climatique, « *la planète et l'humanité auront atteint un point de non-retour* » à la moitié du siècle, dans laquelle la perspective d'une terre largement inhabitable entraînerait l'effondrement des nations et de l'ordre mondial, avancent les auteurs, David Spratt, directeur de recherche à Breakthrough, et Ian Dunlop, ancien cadre de l'industrie des énergies fossiles.

Selon eux, il existe « une forte probabilité que la civilisation humaine touche à sa fin » dans trois décennies. En dix pages, le rapport brosse un tableau apocalyptique. En 2050, la hausse de la température moyenne à la surface du globe aura atteint 3 °C. Plus de la moitié de la population mondiale sera exposée à des chaleurs létales au moins vingt jours par an. Et cette météo mortelle persistera plus de cent jours par an en Afrique de l'ouest, au Moyen-Orient, en Amérique du sud et en Asie du sud-est. Deux milliards d'habitants seront affectés par le manque d'eau. Des écosys-

tèmes tels que la Grande Barrière de corail ou la forêt amazonienne se seront effondrés. Et en été, l'océan arctique sera navigable, libre de toute glace. Quant au niveau des mers, il aura augmenté de 0,5 mètre. Un demi-siècle plus tard, en 2100, la hausse sera de deux à trois mètres. Dans les régions tropicales, on comptera plus d'un milliard de déplacés climatiques. L'agriculture ne sera plus viable dans les régions subtropicales. Les récoltes mondiales auront diminué d'un cinquième. Et la population de la planète sera exposée à des risques de pandémies.

Le changement climatique représente maintenant une menace existentielle à court ou moyen terme pour la civilisation humaine. Dans ce « scénario extrême », « *l'ampleur des destructions dépasse notre capacité de modélisation* », préviennent les auteurs de l'étude, reprenant les mots de l'ONG suédoise Global challenges foundation en 2018.

Ce tableau extrêmement pessimiste s'explique. Les auteurs de l'étude ont choisi de retenir les conséquences les plus graves du réchauffement climatique en partant du principe qu'elles sont souvent mises de côté dans les publications plus consensuelles, à l'image du rapport collégial du groupe

d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec).

« Une étude non scientifique »

David Spratt et Ian Dunlop « ont juste poussé à l'extrême les probabilités. Ils ont pris les plus faibles avec les conséquences les plus importantes », pondère Joël Savarino, directeur de recherche au CNRS et à l'Institut des géosciences et de l'environnement de Grenoble. Aucun des experts interrogés ne pointe, cependant, une quelconque erreur dans ce rapport, qui n'est pas une étude scientifique, mais « *plutôt une compilation de certaines références et de rapports d'ONG* », précise Benjamin Sultan, directeur de recherche à l'Institut de recherches pour le développement.

« *C'est un rapport qui présente une vision cauchemardesque, le scénario du pire, mais qui ne peut pas être exclu pour autant* », indique Gilles Ramstein, climatologue. Les conséquences d'un tel réchauffement climatique ne seraient donc pas irréalistes, tout au plus exagérées. Une hausse des températures de 3 °C d'ici à 2050 est ainsi une projection « assez extrême », nuance Frédéric Parrenin, directeur de recherche au CNRS. « *Si on agit*

modérément, selon les engagements pris à Paris en 2015, une hausse de trois degrés arriverait plutôt en 2100 », ajoute-t-il. Joël Savarino, évoquant cette possibilité si un mécanisme de rétro-action positive, c'est-à-dire une modification qui amplifie le changement climatique, s'installe.

« *Si les pergélisols, ces sols gelés en permanence en Arctique, se mettent à fondre à cause du réchauffement climatique, ils pourraient libérer de puissants gaz à effet de serre et ainsi nourrir le réchauffement.* » Alors, « *La canicule de 2003, qui a fait quinze mille morts en France, pourrait devenir un été normal* », prévient Henri Waisman, chercheur à l'Institut du développement durable et des relations internationales, spécialiste du climat et coauteur du rapport du Giec d'octobre 2018. De même, l'estimation du milliard de réfugiés climatiques avancée dans l'étude australienne est à prendre « avec prudence », insiste le climatologue belge, Jean-Pascal van Ypersele, professeur à l'Université catholique de Louvain et ancien vice-président du Giec.

« *A la limite, peu importe le chiffre*

avancé, ajoute Henri Waisman, ce qui est vrai, c'est que des centaines de millions de personnes pourraient être affectées. » Car « *aucune ville, aucune infrastructure portuaire n'est capable de s'adapter à une montée des eaux d'un ou deux mètres en quelques décennies* », remarque Joël Savarino.

Au-delà des conséquences « naturelles », le réchauffement climatique pourrait bel et bien entraîner une multiplication des conflits, comme l'affirme l'étude. « Le risque est possible dans certaines régions, notamment au Sahel pour l'accès à l'eau », confirme la climatologue Françoise Vimeux, directrice de recherche à l'Institut de recherche pour le développement, malgré certaines incertitudes. Les modèles sur les cycles de pluie, par exemple, sont incertains. « Le déséquilibre » proviendra de la nourriture. Joël Savarino, glaciologue à Franceinfo, rappelle que la France compte à peine 3% d'agriculteurs dans sa population active. « *Ça veut dire que 97% de la population est incapable de se nourrir toute seule.* »

Nous y reviendrons

Noël Ndong

APPEL A CANDIDATURE

Une importante Institution du secteur bancaire de la place recherche un directeur des affaires financières et de la comptabilité aux principales conditions ci-après :

PRINCIPALES CARACTERISTIQUES :

- Intitulé du poste : Directeur des Affaires financières et de la Comptabilité
- Lieu d'affectation : Brazzaville
- Relation hiérarchique : Direction Générale (Directeur Général/Directeur Général Adjoint)
- Formation: BAC+ 5 en Comptabilité/Finance/Fiscalité
- Expérience professionnelle requise: 10 ans au moins de pratique dans la comptabilité et les finances dont au moins 5 ans à un poste en qualité de premier responsable de la comptabilité

PRINCIPALES MISSIONS :

- Organiser, Structurer et Superviser l'ensemble des activités de la direction ;
- Garantir la fiabilité des informations financières et comptables et prendre en charge l'élaboration des documents financiers et comptables en conformité avec la réglementation, les pratiques professionnelles reconnues et les normes de la profession ;
- Superviser le suivi des comptes de la balance générale ;
- Superviser l'élaboration, l'exécution et le suivi des différents budgets ;
- Assurer le suivi régulier des composantes du bilan et du compte de résultat ;
- Suivre la situation de la trésorerie et analyser les écarts constatés par rapport aux prévisions et optimiser la gestion de la trésorerie ;
- Superviser la Gestion actif-passif et reporting ALM
- Vérifier le bon suivi des états de rapprochement bancaires,
- Etablir les états financiers (bilan, hors bilan, compte de résultat) et états IFRS,
- Vérifier l'établissement de la programmation monétaire,
- Valider la liasse de consolidation du Groupe,
- Vérifier la confection des états liés à la balance de paiements,
- Suivre le tableau de bord des indicateurs de risques,
- Suivre la gestion des titres de participation,
- Analyser et assurer les déclarations des états CERBER et suivre les ratios réglementaires ;
- Assurer le respect du calendrier des obligations sociales et fiscales, en conséquence, assurer le bon suivi des états de suspens liés aux impôts et taxes et la liasse statistique et fiscale,
- Procéder aux arrêtés semestriels des comptes et en fin d'exercice ;
- Confectionner les états G & H de la COBAC ;
- Assurer l'interface et l'interaction avec la maison-mère, les commissaires aux comptes, les conseils fiscaux, les administrations fiscales et le régulateur du secteur d'activité de l'Institution,
- Mettre en place des procédures adéquates pour encadrer l'activité de la direction
- Proposer l'acquisition d'outils nécessaires à la bonne exécution des missions,
- Gérer et mener les projets structurants de la direction,
- Veiller à la qualité de l'information et des indicateurs mis à la disposition de la direction générale et des instances de gouvernance de la banque.

COMPETENCES TRANSVERSALES REQUISES

- Faire preuve de leadership et d'autorité
- Faire preuve de responsabilité
- Faire preuve de méthode et de rigueur
- Savoir prendre en compte les enjeux collectifs
- Savoir gérer les différences interculturelles
- Définir un plan de développement de son entité
- Déléguer, Superviser, Evaluer et Détecter des potentiels à développer,
- Mettre en œuvre des procédures et des règles
- Gestion des équipes
- Capacité à travailler sous pression permanente

DOSSIER DE CANDIDATURE :

- Lettre de motivation ;
- Cv daté et signé,

- Diplômes et attestations de travail.

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 5 Juillet 2019.

N.B : Seuls les candidats sélectionnés seront contactés pour un entretien.

TRANSPORT MARITIME

Le Port autonome primé

L'infrastructure portuaire a été distinguée « Prix de meilleure productivité à quai des ports d'Afrique centrale et de l'ouest » par la Fondation african ports awards, grâce aux importants investissements réalisés par le groupe Bolloré, par l'entremise de sa filiale Congo Terminal.

La distinction a été remise à la République du Congo, lors du quarantième conseil annuel de l'Association de gestion des ports de l'Afrique de l'ouest et du centre (Agpaoc), tenu récemment à Lomé, au Togo, sur le thème « Le rôle de l'État dans l'économie maritime et portuaire : expériences des ports de l'Agpaoc au regard des pratiques globales ».

Plusieurs responsables de haut niveau représentant tous les ports membres de l'Agpaoc, des opérateurs portuaires et des experts du secteur ont pris part à ce rendez-vous qui a réuni les décideurs des ports de l'Afrique de l'ouest et du centre. « En examinant la productivité à quai de l'ensemble des terminaux à conteneurs sur la période 2017-2018, les participants ont noté avec satisfaction que la meilleure progression venait de Congo Terminal, filiale de Bolloré Ports. La fluidité remarquable des entrées/sorties navires et l'excellence des cadences à quai ont ainsi été distinguées. En moins de dix ans, elles ont augmenté de 15 mts/h à une moyenne supérieure à 60 mts/h aujourd'hui », indique le communiqué.

Pour Laurent Palayer, directeur général de Congo Terminal, il s'agit d'une très belle reconnaissance des efforts fournis par l'ensemble de ses équipes et des très importants investissements réalisés par Bolloré Ports. « Cela démontre que les missions assignées à Congo Terminal depuis son démarrage en 2009 sont bien mises en œuvre », s'est-il réjoui.

Signalons que cette distinction coïncide avec la célébration des dix années de Congo Terminal, en ce mois de juillet, qui marque de même une augmentation régulière et importante de son volume d'activités. Elle constitue ainsi une récompense remarquable pour cette entreprise. Congo Terminal, après avoir atteint le seuil de soixante-dix mille conteneurs manipulés par mois, en août 2018, l'a dépassé symboliquement, en manipulant plus de quatre vingt-deux mille conteneurs courant mai dernier.

Pour l'année prochaine, l'entreprise aspire au titre de « hub de transbordement en eaux profondes de référence sur la côte ouest-africaine » et ambitionne de devenir également, dans les prochaines années, le meilleur port de transit de la sous-région, grâce à tous les efforts consacrés au développement des corridors qui desservent les pays du bassin du Congo. Congo Terminal est une filiale de Bolloré Ports créée en 2009, dans le cadre d'un partenariat public-privé avec le gouvernement congolais, pour la concession du terminal à conteneurs du Port autonome de Pointe-Noire. Afin d'accompagner son développement, Bolloré Ports y a entrepris de nombreux travaux de modernisation et d'extension d'une valeur de plus de trois cent soixante millions d'euros. Une initiative qui a notamment permis la création de huit cent cinquante emplois permanents, ainsi que nombreux emplois indirects.

Lopelle Mboussa Gassia

TRANSPARENCY INTERNATIONAL

Réunion des sections nationales d'Afrique centrale

Trois pays de la sous-région ont participé à la récente rencontre, notamment le Congo, le Cameroun et la République démocratique du Congo.

Les assises se sont déroulées sur le thème « Renforcer la responsabilité, la redevabilité et l'intégrité, approche droits humains et corruption : une priorité de l'action citoyenne ».

Pour les organisateurs, l'Afrique centrale est l'une des régions les plus riches du continent en termes de ressources naturelles. Malheureusement, les pays de cette sous-région demeurent confrontés à la mal gouvernance, à l'instabilité chronique, à une corruption endémique, à la pauvreté et à un endettement injustifié.

En dépit des initiatives visant à améliorer la gouvernance et réduire la corruption dans ces pays, les politiques menées jusque-là ont montré les limites de l'action publique face à ce fléau, ont-ils relevé.

Aussi cette réunion a-t-elle permis aux participants de réfléchir sur des sujets d'intérêt commun afin d'emmener ces pays à renforcer leur cadre juridique, notamment les cadres légaux et institutionnels, pour une lutte efficace contre la corruption. L'occasion a été également propice pour identifier les problèmes que rencontre chaque pays en matière de transparence de contrats et d'évaluer les opportunités, les faiblesses mais aussi les avantages.

En effet, cette rencontre, la

deuxième du genre, avait pour objectifs d'identifier les stratégies conjointes pour renforcer la présence de Transparency international au niveau de l'Afrique centrale; consolider le cadre de partage d'expériences de bonnes pratiques et d'apprentissage par les pairs sur les sujets d'intérêt commun et les priorités régionales; renforcer les actions et les stratégies sous-régionales collectives et coordonnées; mener un plaidoyer commun en direction des institutions sous-régionales; enfin, faire le point de la rencontre précédente.

Notons qu'il y a deux ans, les sections de Transparency international de l'Afrique centrale avaient initié une première rencontre. Celle-ci avait jeté les bases de la mise en place d'un cadre permanent de partage d'expériences, du renforcement des actions et des stratégies sous-régionales collectives et coordonnées. Ce qui avait conduit au lancement d'une dynamique sous-régionale autour des priorités de la stratégie 2020 de cette organisation. Dans le cadre de la consolidation des acquis de cette première réunion et de la poursuite des discussions engagées, ces sections nationales ont décidé de se retrouver afin de bâtir une stratégie commune sur la vision 2030, portant sur les principaux défis et opportunités par

rapport à la sous-région.

Pour Christian Mounzé, président de la Rencontre pour la paix et les droits de l'Homme, cette rencontre des sections nationales de Transparency international, élargie à d'autres acteurs et organisations de la société civile, a permis de faire le point des activités de leur réseau et d'identifier les défis et les opportunités pour chaque pays. « Nous avons mis en place un cadre de priorité au niveau de la sous-région et ensuite défini une stratégie de plaidoyer. L'une des choses intéressantes à retenir est le fait de s'accorder sur l'ensemble des sujets que nous allons porter en commun au niveau de la sous-région, par exemple nous avons pu donner la responsabilité à chacun des pays des sujets spécifiques qui font partie de leur priorité stratégique », a-t-il dit.

La gouvernance, pour être efficace et produire les résultats escomptés, ne peut plus être envisagée autrement qu'à travers la participation de toutes les composantes de la société, à savoir les pouvoirs publics, les citoyens, la société civile et le secteur privé, ont estimé ces sections de Transparency international d'Afrique centrale.

Hugues Prosper Mabonzo

APPEL A CANDIDATURE

Une importante Institution du secteur bancaire de la place recherche un Directeur des Affaires Financières et de la Comptabilité aux principales conditions ci-après:

PRINCIPALES CARACTERISTIQUES :

- Intitulé du poste : Directeur des Affaires financières et de la Comptabilité
- Lieu d'affectation : Brazzaville
- Relation hiérarchique : Direction Générale
- Formation : BAC + 5 en Comptabilité / Finance / Fiscalité
- Expérience professionnelle requise : 10 ans au moins de pratique dans la comptabilité et les finances dont au moins 5 ans à un poste en qualité de premier responsable de la comptabilité

PRINCIPALES MISSIONS :

- Organiser, Structurer et Superviser l'ensemble des activités de la direction ;
- Garantir la fiabilité des informations financières et comptables et prendre en charge l'élaboration des documents financiers et comptable en conformité avec la réglementation ;
- les pratiques professionnelles reconnues et les normes de la profession ;
- Superviser le suivi des comptes de la balance générale ;
- Superviser l'élaboration, l'exécution et le suivi des différents budgets ;
- Assurer le suivi régulier des composantes du bilan et du compte de résultat ;
- Suivre la situation de la trésorerie et analyser les écarts constatés par rapport aux prévisions et optimiser la gestion de la trésorerie ;
- Superviser la Gestion actif-passif et reporting ALM ;
- Vérifier le bon suivi des états de rapprochement bancaires ;
- Etablir les états financiers (bilan, hors bilan, compte de résultat) et états IFRS ;
- Vérifier l'établissement de la programmation monétaire ;
- Valider la liasse de consolidation du Groupe ;
- Vérifier la confection des états liés à la balance de paiements ;
- Suivre le tableau de bord des indicateurs de risques ;
- Suivre la gestion des titres de participation ;
- Analyser et assurer les déclarations des états CERBER et suivre les ratios réglementaires ;
- Assurer le respect du calendrier des obligations sociales et fiscales, en conséquence, assurer le bon suivi des états de suspens liés aux impôts et taxes et la liasse statistique et fiscale ;

- Procéder aux arrêtés semestriels des comptes et en fin d'exercice ;
- Confectionner les états G & H de la COBAC ;
- Assurer l'interface et l'interaction avec la maison-mère, les commissaires aux comptes, les conseils fiscaux, les administrations fiscales et le régulateur du secteur d'activité de l'Institution ;
- Mettre en place des procédures adéquates pour encadrer l'activité de la direction ;
- Proposer l'acquisition d'outils nécessaires à la bonne exécution des missions ;
- Gérer et mener les projets structurants de la direction ;
- Veiller à la qualité de l'information et des indicateurs mis à la disposition de la direction générale et des instances de gouvernance de la banque.

COMPETENCES TRANSVERSALES REQUISES

- Faire preuve de leadership et d'autorité
- Faire preuve de responsabilité
- Faire preuve de méthode et de rigueur
- Savoir prendre en compte les enjeux collectifs
- Savoir gérer les différences interculturelles
- Définir un plan de développement de son entité
- Déléguer, Superviser, Evaluer et Détecter des potentiels à développer,
- Mettre en œuvre des procédures et des règles
- Gestion des équipes
- Capacité à travailler sous pression permanente

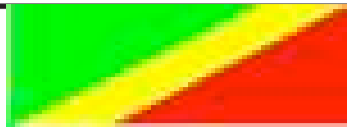
DOSSIER DE CANDIDATURE :

- Lettre de motivation ;
- Cv daté et signé,
- Diplômes et attestations de travail.

Les dossiers de candidature doivent être envoyés à l'adresse suivante : frecrutement2018@gmail.com

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 5 Juillet 2019.

N.B : Seuls les candidats sélectionnés seront contactés pour un entretien.



MINISTÈRE DE L'ECONOMIE FORESTIÈRE



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°/MEF/CAB/DGEF/19, RELATIF AU RECRUTEMENT D'UNE SOCIETE OU D'UNE ONG DE CONSERVATION DE LA BIODIVERSITE

Le Gouvernement de la République du Congo lance un Avis à Manifestation d'Intérêt pour le recrutement d'une société ou d'une Organisation Non Gouvernementale Nationale ou Internationale, spécialisée dans le domaine de la de la conservation de la biodiversité et du développement durable des écosystèmes forestiers, en général et dans le bassin du Congo, en particulier.

Brève historique de création, situation géographique, limites et superficie du Parc National de Conkouati-Douli :

Le Parc national de Conkouati-Douli (PNCD) est créé le 14 août 1999 par décret n°99-136 bis.



C'est l'un des Parcs Nationaux Congolais, qui comprend une partie continentale et une partie maritime de 1500 km². Limité au nord et à l'ouest par la frontière gabonaise, au sud-ouest par l'océan, il couvre actuellement 504.950 hectares.

L'objectif général est d'assurer l'appui technique et financier à la gestion du Parc National de Conkouati-Douli (PNCD).

Dossiers de candidature :

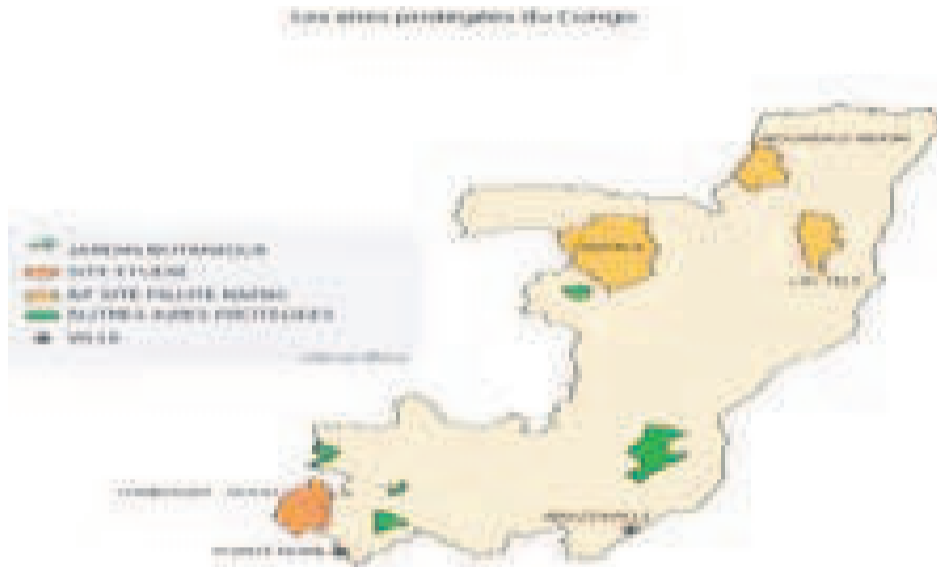
Les candidats doivent démontrer à travers la documentation légale de création de la société ou de l'ONG, les références des prestations similaires, l'expérience professionnelle d'au moins dix (10) ans dans le domaine de la conservation, la gestion durable des aires protégées et la valorisa-

tion économique des espèces de faune et de la flore sauvages, le développement des activités génératrices des revenus au profit de la population riveraine, avoir une parfaite connaissance de la langue française.

Les dossiers de candidature peuvent être consultés à la Direction Générale de l'Economie Forestière ou à la Direction de la Faune et des Aires Protégées.

Lieu et délai de dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature sont à déposer à l'adresse ci-dessous indiquée, au plus tard le 2 août



2019 à 14 heures 00 et porter clairement la mention « RECRUTEMENT D'UNE SOCIETE OU D'UNE ONG CHARGEE D'APPUI A LA GESTION DU PARC NATIONAL DE CONKOUATI-DOULI (PNCD) »

A l'attention du Directeur Général de l'Economie Forestière,
Ministère de l'Economie Forestière,
Boulevard Denis Sassou NGUESSO
En face de l'Hôpital Mères et Enfants Blanche GOMEZ
B.P. : 98
Brazzaville
République du Congo



PROJET D'ASSISTANCE EN SOINS DE SANTE PRIMAIRE, SECONDAIRE, NUTRITIONNELLE ET SCREENING MEDICAL LORS DU RAPATRIEMENT DES DEMANDEURS D'ASILE DES REFUGIES DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO DANS LE DEPARTEMENT DES PLATEAUX

AVIS D'APPEL D'OFFRES N°001/TSF/DP/2019

1. Terre Sans Frontières (TSF) est un organisme de coopération internationale de droit Canadien. Il travaille en partenariat avec l'UNHCR dans la mise en œuvre du projet d'assistance en soins de santé primaire, secondaire et tertiaire des réfugiés de la République Centrafricaine (RCA), de la République Démocratique du Congo (RDC) et des Urbains (composés majoritairement

des rwandais exemptés, des burundais, des angolais, des tchadiens et des camerounais) en République du Congo (RoC).

2. Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités dans le département des Plateaux, Terre Sans Frontières sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir les médicaments inscrits dans le tableau ci-dessous :

| BORDEREAU ESTIMATIF ET QUANTITATIF | | |
|------------------------------------|--|----------|
| N° | DESIGNATION | QUANTITE |
| 1 | ACICLOVIR cp 200mg Boite de 1000 | 1 |
| 2 | ACIDE FOLIQUE 5 MG B / 10X 10CP | 20 |
| 3 | ALBENDAZOLE 400MG B / 1000CP | 4 |
| 4 | ALDACTONE(SPIRINOLACTONE)cp de 25 mg / Bte de 1000 | 1 |
| 5 | AMLODIPINE 5MG B / 30 | 2 |
| 62 | METRONIDAZOLE 500MG INJ F / 1 | 75 |
| 63 | MICONAZOLE 2%, 30gm | 100 |
| 64 | NYSTATINE OVULE B / 10 | 20 |
| 65 | OMEPRAZOLE 20MG CP B / 7 | 20 |
| 66 | OMEPRAZOLE 20MG injectableB / 10 | 2 |
| 67 | PAPAVERINE COMP 40 MG B / 10X 10 | 2 |
| 68 | PAPAVERINE INJ B / 100 | 2 |
| 90 | VITAMINE B6 COMP B / 100 | 1 |

des rwandais exemptés, des burundais, des angolais, des tchadiens et des camerounais) en République du Congo (RoC).

2. L'évaluation des offres se fera conformément aux procédures de passation des marchés telles que définies dans << l'accord de partenariat >> et dans les directives de passation des marchés du HCR. Le marché sera attribué au soumissionnaire qui aura présenté une offre conforme à la demande et évaluée la mieux disante en tenant compte du ratio : Qualité/Prix.

3. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès La Direction Exécutive de Terre Sans Frontières (TSF) et prendre connaissance

des documents d'Appel d'Offres à l'adresse et numéro mentionnés ci-dessous de 8 heures à 16 heures.

4. Les exigences en matière de qualification sont : avoir une expérience en matière de fourniture d'équipements médicaux et de laboratoires, avoir un chiffre d'affaire de vente adéquat, avoir effectué des livraisons similaires.

5. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir un dossier complet à l'adresse et numéro ci-dessous.

6. Les offres devront être soumises à l'adresse et numéro ci-dessous mentionnés au plus tard le Mardi 09 juillet 2019 à 12 heures

La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

Les offres seront ouvertes en commission technique interne au plus tard, le Mardi 03 juillet 2019 à 15 heures.

7. L'adresse à laquelle il est fait référence ci dessus est : A l'attention du : Direction Exécutive de Terre Sans Frontières (TSF)
87, Avenue de l'Amitié à côté de l'hôtel Olympic palace Brazzaville, République du Congo
Tél: +242 05.388.15.61/05.388.15.58
E-mail : tsf@terresansfrontieres.ca

Brazzaville, le 1er juillet 2019
Benoît NGADJOLE MATESSO
Directeur Pays

REMERCIEMENTS

Très touchés par vos marques de compassion et de sympathie pendant le deuil qui nous avait frappés, nous vous remercions pour votre soutien et votre présence lors du dernier au revoir qui a accompagné notre père, oncle, grand-père, dans sa dernière demeure. Avec toute notre affection.



Le colonel (er) Pierre Obou, les familles Olouka et Engobo ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur fils, le lieutenant-colonel

Pierre Jacques André Obou, survenu à Paris, le 25 juin 2019.

La veillée se tient au domicile familial, sis n°6, rue du 5-février à Poto-Poto. La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



ACCIDENT DE NGONDJI

Le ministre Fidèle Dimou rend visite aux blessés

Deux jours après la collision de deux trains dans la localité du département du Kouilou, le ministre des Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande, est allé au chevet des victimes, le 2 juillet, dans les hôpitaux généraux de Loandjili et Adolphe-Sicé.

Accompagné d'Alexandre Honoré Paka et Paul Adam Dibouilou, respectivement préfet de Pointe-Noire et du Kouilou, des responsables administratifs concernés, Fidèle Dimou s'est d'abord rendu à l'hôpital général de Loandjili qui a reçu quinze blessés. Onze sont repartis chez eux après les soins et il ne reste plus que trois blessés qui reçoivent les soins dans les différents services où ils sont admis. Tour à tour, ils ont reçu le réconfort moral de l'autorité gouvernementale qui a aussi félicité le personnel pour son implication à la suite du drame.

Sept blessés ont été enregistrés dans les différents services d'Adolphe-Sicé, quatre sont sortis et les trois autres suivent intensément les soins. « Nous nous félicitons de l'implication des services de santé après cet accident. Ils travaillent avec les moyens du bord mais nous avons de l'espoir qu'après les traumatismes subis par les



accidentés, ils vont sortir progressivement. Les médecins nous ont rassurés pour cela », a dit le ministre des Transports. « Nous regrettons la perte des seize compatriotes mais nous demandons à la population de ne pas prendre place à bord

des trains qui ne sont réservés que pour les marchandises. Un train de marchandises est fait pour les marchandises et le train voyageurs pour les passagers », a-t-il ajouté avec un ton ferme.

Après la visite des hôpitaux,

Le ministre Fidèle Dimou visitant les blessés/Adiac

le ministre Fidèle Dimou a dirigé, au siège du Chemin de fer Congo-Océan (CFCO), une séance de travail qui a réuni tous les acteurs, les autorités locales, les deux préfets, les directeurs départementaux concer-

nés et les responsables des deux compagnies, à savoir le CFCO et Sapro. L'organisation des obsèques des seize compatriotes (douze hommes, trois femmes et un bébé) et la mise en place d'une commission pour gérer le drame ont été les principaux points à l'ordre du jour.

En exprimant sa compassion pour les victimes, le ministre Fidèle Dimou a dit qu'une enquête va être menée pour établir les responsabilités de tout un chacun. Mais en attendant, a-t-il renchéri, il va falloir enterrer les morts et prendre en charge les blessés. « Les deux compagnies en charge de ces deux trains qui sont entrés en collision, le CFCO et Sapro, doivent pouvoir mutualiser les efforts pour que les victimes soient inhumées. Que chacun supporte ses responsabilités. Mettez vous ensemble et l'Etat est là pour réguler », a-t-il conclu.

Hervé Brice Mampouya

RENCONTRE CITOYENNE

Maurice Mavoungou échange avec les chefs de famille sur la situation des jeunes

Le député de la troisième circonscription électorale de l'arrondissement 1, Eméry-Patrice Lumumba, à Pointe-Noire, a eu un débat citoyen, le 30 juin à l'école primaire Lien-Athanase-Dambou, avec des pères de famille.

L'occasion a permis d'envisager ensemble les approches de solutions en vue de rendre autonomes les jeunes de la circonscription et lutter contre le phénomène des bébés noirs, qui ne cesse de prendre de l'ampleur dans la ville. Il a été fortement déploré par les quatre cents chefs de famille venant des quatre comités de quartiers de cette circonscription (CQ 110, 101, 102 et 105).

A l'origine du climat d'insécurité et de peur qui règne actuellement dans ces quartiers, les gangs des jeunes baptisés «bébés noirs» opèrent de jour comme de nuit. Désarmée, la population ne sait plus à quel saint se vouer puisque, selon les témoignages, les chefs de quartier et la police ne font pas leur travail comme il se doit. « Même quand ces malfrats sont dénoncés et livrés à la police, ils sont aussitôt libérés », a témoigné un chef de famille.

Il s'est agi donc, au cours de ce débat citoyen, de relever d'abord les causes de ce phénomène pour pouvoir traiter le mal à la racine. Il ressort des interventions que ce banditisme est favorisé en grande partie par l'oisiveté, le désœuvrement et le chômage. Les parents ont regretté l'absence de poste de police et de gendarmerie dans leur circonscription. Un fait qui, selon eux, donne le champ libre aux bandits. Autres faits évoqués, le tribalisme et le régionalisme dont font montre certaines autorités lors des recrutements, le manque d'accent sur le social et la non prise en compte de certaines couches sociales. Plusieurs



approches de solutions ont été suggérées pour lutter contre le phénomène des bébés noirs, notamment la création d'emplois, l'éducation et la formation des jeunes. « Le grand problème c'est l'emploi. Il faut les créer. Les parents doivent mettre un accent sur l'éducation des enfants et l'Etat doit renforcer l'éducation civique dans les écoles », a estimé un parent. « Il faut former pour l'informel mais aussi pour les sociétés de la place », a renchéri un autre.

Pour eux, l'Etat doit aussi prendre des mesures pour mieux sécuriser la population, poursuivre la des-

truction des fumoirs et débarrasser la ville des épaves de véhicules qui servent aussi d'abris aux malfrats.

Des responsabilités partagées

Bien qu'ayant reconnu les responsabilités des parents et de l'Etat dans ce phénomène de bébés noirs, bon nombre de participants ont estimé que la plus grande part revient à l'Etat. Par ailleurs, l'école étant devenue un lieu de commerce, ils ont souhaité que les pouvoirs publics prennent les choses en main pour lutter contre les antivaleurs en leur sein. Les parents ont aussi suggéré la créa-

Maurice Mavoungou lors du débat citoyen/Adiac

tion par l'Etat des centres de formation, particulièrement en agriculture, et de revoir l'âge limite d'admission au Centre d'éducation, de formation et d'apprentissage.

Il faut dire que le député Maurice Mavoungou, qui prône le vivre ensemble devenu une réalité dans sa circonscription, est l'auteur d'actions multiformes en matière de santé, d'éducation, d'assainissement et autres. Pour ce qui est de l'autonomisation des jeunes et des femmes, il a déjà tenté des expériences, avec la mise en place d'une structure de micro finance, le financement des formations

qualifiantes pour les jeunes et des projets pour les femmes. Mais, malheureusement, celles-ci n'ont pas donné de bons résultats du fait, a-t-il reconnu, que les chefs de famille n'ont pas été associés. Aussi a-t-il opté pour une démarche inclusive et solidaire avec ces derniers qui se sont dits prêts à l'accompagner dans le recadrage et la poursuite des initiatives en faveur des jeunes. De ce fait, il a été décidé la mise en place d'une cellule de douze membres (soit trois personnes par CQ) plus un coordonnateur. Celle-ci se chargera de réunir les parents dans les quartiers pour échanger sur les différentes pistes de solutions, de recenser les jeunes selon leur profil et d'identifier les ateliers et centres de formation. Elle aura aussi pour mission d'assurer le suivi de tout ce qui sera mise en œuvre (formation, projets de création des micro entreprises et autres).

Une autre rencontre citoyenne est prévue après les réunions dans les quartiers avec la cellule en vue de conclure sur les solutions envisagées. Puis interviendront les échanges avec les jeunes eux-mêmes. « Nous ne devons pas être gagnés par la lassitude ni le découragement. Nous devons penser à l'avenir de nos enfants et leur dresser des perspectives », a encouragé Maurice Mavoungou qui entend pérenniser les débats citoyens dans sa circonscription et échanger avec ses concitoyens sur des questions qui touchent leur quotidien.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

ART D'ORPHÉE

Bientôt une bibliothèque panafricaine de musique à Brazzaville

Le projet d'implantation de la structure a été présenté par le président du Conseil africain de la musique (CAM), le Pr Lupwishi Mbuyamba, le 2 juillet dans la capitale congolaise.

Pour le porteur du projet, Brazzaville, capitale de la musique africaine, ville créative pour la musique de l'Unesco, aurait tous les éléments de justifier le titre, mais également la réalité d'une place forte de la musique sur le continent.

Le Pr Lupwishi Mbuyamba a indiqué que la bibliothèque de musique panafricaine est établie pour, entre autres, servir de centre d'information, de lecture, de consultation, d'études et de conservation ; effectuer des opérations et des missions de collecte des informations existantes du domaine des musiques africaines dans le monde et de préparation des accords de cession, de copies ou de collecte des traces musicales de toute nature ; appuyer la recherche et les programmes de formation ; faciliter la diffusion et la promotion.

Cette structure de musique sera constituée à cet effet d'une bibliothèque au sens classique, traditionnelle et numérisée, d'un laboratoire audiovisuel, d'une salle des manuscrits, d'un magasin de reprographie et d'édition, d'une photothèque et d'une discothèque. Haut lieu de rencontres et d'échanges, elle devra disposer de salles d'auditions, des espaces pour les ateliers et de salles de séminaires ainsi que d'un auditorium pour les démonstrations et les répétitions.

Les activités principales de la bibliothèque comprendront un domaine de collecte ; un domaine de traitement et de classement ; un



Les journalistes s'entretenant avec le Pr Lupwishi Mbuyamba

domaine de la recherche scientifique ; un domaine de la création ; un domaine de la formation ; un domaine de la promotion et de l'animation ; un domaine de la coopération et de l'animation du réseau ; un domaine de l'industrie musicale.

La mise en œuvre du projet se fera par étapes. Une étape préparatoire (2019-2020) au cours de laquelle un inventaire sera fait des expériences antérieures et des collections existantes des bibliothèques spécialisées sur le continent, ainsi qu'une étude approfondie des modalités d'ouverture des différents domaines d'action retenus. Une étape à moyen-terme (2021-2025) pour l'implantation et le développe-

ment du projet ainsi que le lancement des grands programmes. Pour cela, dans un premier temps, une structure légère de gestion composée de quatre personnes, dont un consultant, devrait lancer les premières opérations et procéder aux inventaires en Afrique et dans le monde. Dès la disponibilité des infrastructures appropriées, l'administration complète devrait se mettre en place pour la réalisation de ces grandes ambitions.

S'agissant du maître d'œuvre de ce projet, le Pr Lupwishi Mbuyamba a annoncé que ce serait la ville de Brazzaville. Le budget initial, pour la période des deux années préparatoires, pourrait être estimé

à cinquante-cinq mille euros. Les résultats attendus sont de plusieurs ordres.

Treize mille emplois directs et indirects à créer

Luc Mayikoukou, expert, s'est dit très engagé dans des questions de droit et d'information. Pour lui, le choix de Brazzaville n'est pas fortuit. La bibliothèque de musique, a-t-il estimé, viendra rassembler les œuvres qui sont éparpillées. Aussi, le numérique va intervenir de façon très importante. Les étudiants qui veulent écrire sur la musique vont trouver leur compte là-dessus, a-t-il ajouté. Cette bibliothèque va être un pôle de recherche d'informa-

tions concernant la musique. C'est un projet qui devrait attirer l'attention de tout le monde, même des décideurs. Ce n'est pas seulement un projet panafricain, mais aussi mondial. « Je vais plus m'atteler sur les questions de droit d'auteur. On a hâte qu'il puisse commencer vite puisque tout le monde l'attend. Le ministre congolais a reconnu que c'est une grosse affaire, il faut que ça démarre. En attendant la construction du siège, on peut déjà commencer. Nous verrons également avec les jeunes de Bisso na Bisso qui ont des milliers de disques pour un éventuel partenariat », a-t-il déclaré.

Pour le commissaire général du Fespam, Hugues Gervais Ondaye, c'est un grand projet et même ambitieux qu'il caresse beaucoup et qui va créer treize mille emplois directs et indirects. À partir du moment où le ministre de la Culture et des arts a donné son quitus, cela veut dire que le gouvernement est d'accord, a-t-il signifié.

Tout comme le Pr Lupwishi Mbuyamba, Hugues Gervais Ondaye a déploré le fait que le festival « Feux de Brazza » n'existe plus. « Le travail que vous faites pour le Congo est digne. Vous travaillez énormément pour la musique africaine et vous n'êtes pas nombreux à le faire. Merci professeur », a-t-il laissé entendre, louant l'initiative du Pr Lupwishi Mbuyamba.

Bruno Okokana

ÉTUDIANTS CONGOLAIS RAPATRIÉS DE CUBA

Les parents s'impliquent dans la recherche de solutions

Le collectif des parents concernés a exprimé, le 2 juillet à Brazzaville, sa volonté de collaborer avec le gouvernement en vue de la réinsertion des étudiants rapatriés dans les structures académiques locales.

« Les responsabilités sont partagées. Nous allons échanger avec les enfants pour chercher comment réformer leur avenir », a indiqué le responsable du collectif, Jean François Galomi, à l'issue d'une audience avec le président de la République.

« Et si les enfants sont encore motivés pour apprendre la médecine, nous allons négocier leur réinsertion avec le gouvernement », a-t-il ajouté.

Au total, cent trente-huit étudiants congolais inscrits en médecine à La Havane ont été rapatriés, en juin dernier, pour mauvais résultats scolaires et avoir réclamé violemment leur bourse. Jean François Galomi a fait savoir qu'« aucun étudiant n'a disparu », tous ont regagné leurs familles. « Nous avons informé le président de la République que nous avons bien reçu les enfants. Chaque enfant vit auprès de ses parents », a-t-il renchéri.

Le gouvernement congolais avait envoyé plus de mille étudiants entre 2014 et 2015 dans la capitale cubaine pour effectuer des études en médecine. Certaines étudiantes ont été rapatriées avec des bébés.

Christian Brice Elion

ACTION HUMANITAIRE

Radisson Blu M'Bamou Palace Hotel vient en aide au centre Béthanie

Dans sa démarche d'entreprise responsable, la structure hôtelière mène des actions sociales ; le cas au centre Béthanie, un orphelinat de Brazzaville, qui accueille actuellement quarante-cinq enfants, âgés d'un mois à 17 ans.



Les enfants du centre Béthanie au Radisson Blu M'Bamou Palace Hotel

Après avoir rencontré la responsable du centre, la soeur Angélique, une visite technique de l'orphelinat a été réalisée et des actions de rénovation vont être faites. Le Radisson Blu M'Bamou Palace Hotel Brazzaville prendra aussi en charge la scolarité d'une grande partie des enfants, du CE2 au CM2, afin de leur promettre un avenir meilleur.

Diverses actions ont aussi été lancées

afin de récolter des dons et des fonds. A cet effet, tous les bénéfices perçus par l'hôtel sur la vente du Menu du chef tout, au long de ce mois de juillet, vont servir à scolariser les enfants. Aussi, afin de les égayer, les enfants du centre Béthanie ont été accueillis, le 1er juillet, au sein de cette structure hôtelière, où leur ont été proposées des activités ludiques sur la terrasse pendant toute la matinée.

Cerise sur le gâteau, après s'être défoulés et bien amusés, un repas concocté spécialement pour eux leur a été servi, avant de reprendre la route pour le centre Béthanie. Tous ceux qui souhaitent se joindre à ce projet, d'une manière ou d'une autre, sont invités à rentrer en contact avec le Radisson Blu M'Bamou Palace Hotel, Brazzaville.

B.Ok.